



Organisation des Nations unies  
pour l'éducation, la science et la culture

# le nouveau Courrier

Avril 2004

## Petites îles grands enjeux

Entretien avec le  
biologiste Chris Thomas

Bam : l'avenir de la  
citadelle iranienne

Menace sur  
les grands singes



Photo de couverture : Les Maldives  
 © Yann Arthus-Bertrand  
 « La terre vue du Ciel » / Altitude, Paris

**Le nouveau Courrier** est publié par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.  
 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France  
 Tél.: 01.45.68.46.85 / Fax : 01.45.68.56.52  
 Courrier électronique: [unesco.courrier@unesco.org](mailto:unesco.courrier@unesco.org)  
 Internet: <http://www.unesco.org/courrier>

*Rédaction en chef* : Sue Williams  
*Rédaction en chef adjointe* : Monique Perrot-Lanaud  
*Rédaction* : Roni Amelan, Jens Boel, Peter Coles, Pierre Gaillard, Serafin Garcia Ibanez, Lucia Iglesias-Kuntz, Cristina L'Homme, Asbel Lopez, Bassam Mansour, Amy Otchet, Marie Renault, Liliana Sampedro, Vladimir Sergueev, Jasmina Sopova  
*Assistante de la rédaction* : Gisèle Traiano  
*Recherche et documentation* : José Banaag  
*Iconographie* : Ariane Bailey, Niamh Burke  
*Éditions hors Siège* : Michiko Tanaka  
*Direction artistique* : Jean-François Cheriez  
*Production* : Éric Frogé, Gérard Prosper  
*Photogravure* : Annick Coueffé  
*Diffusion* : Michel Ravassard  
*Impression* : Imprimerie Corlet, Condé-sur-Noireau, France  
*Version électronique*: Richard Cadiou, Vincent Defourmy, Fiona Ryan-Jacqueron

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du *nouveau Courrier* de l'UNESCO », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du *nouveau Courrier*. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

**Le nouveau Courrier** de l'UNESCO, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO. Les frontières sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

ISSN 0304-3118

En

septembre prochain, à Maurice, des experts, des représentants de gouvernement et des membres et organisations de la société civile se pencheront sur la situation des petits États insulaires en développement, dix ans après la Conférence de la Barbade de 1994. Cette dernière avait identifié quinze domaines d'extrême vulnérabilité pour ces îles et appelé à l'action de façon urgente aux niveaux national, régional et international. La rencontre de septembre dira si la situation s'est améliorée. En attendant, au début de l'année Peter Coles s'est rendu dans le Pacifique pour *le nouveau Courrier de l'UNESCO*, afin de voir comment les populations des îles de cette région font face aux bouleversements provoqués par le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer, l'impact de l'urbanisation sur les modes de vie traditionnels et les cultures, le sida ou encore le tourisme de masse. Le dossier que nous publions montre que, si le paradis n'est peut-être pas perdu, les habitants des îles sont confrontés à des défis plus titanesques que jamais.

Tout aussi inquiétant est le scénario exposé par Chris Thomas dans l'entretien. Ce biologiste a dirigé l'étude la plus complète jamais menée sur les effets du changement climatique risque sur la biodiversité : elle prévoit des extinctions de masse de la même ampleur peut-être que celle qui a vu disparaître les dinosaures. Parmi les espèces actuellement en danger – en raison cette fois de la destruction de leur habitat, de la guerre civile, de la chasse et du braconnage – figurent les parents les plus proches des humains, les grands singes, qui sont l'objet de notre reportage photo dans Zoom. L'UNESCO participe à une initiative internationale visant à sauver les gorilles, chimpanzés, orangs-outangs et autres bonobos. Si elle échoue, ils pourraient disparaître d'ici cinquante ans.

Toutes les nouvelles ne sont pas aussi sombres. D'autres articles montrent comment le talent et l'ingéniosité humaine peuvent résoudre certains problèmes de nos sociétés. Ainsi du travail de Christine Petit, l'une des cinq lauréates du Prix L'Oréal/UNESCO 2004 pour les femmes et la science, qui est une source d'espoir pour les millions de sourds dans le monde. Ou de la mobilisation de la communauté internationale après la destruction de la citadelle historique de Bam, en Iran, par un tremblement de terre en décembre dernier. L'UNESCO travaille avec les autorités iraniennes et d'autres partenaires pour envisager une reconstruction. Ou encore l'Initiative Babel, qui consiste à développer l'utilisation des langues et des écritures du monde dans les technologies modernes (dont Internet), contribue ainsi à promouvoir la diversité culturelle.

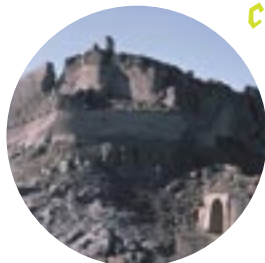
Ces talents et cette ingéniosité n'ont eu besoin que d'une chose pour réussir : la volonté de changement.

Sue Williams



**Entretien 4**  
**CHRIS THOMAS**  
 «Nulle part où aller»

**L'UNESCO en action**



**Culture 8**  
**IRAN : LUEURS D'ESPOIR POUR BAM**  
 La cité détruite par le tremblement de terre envisage sa reconstruction

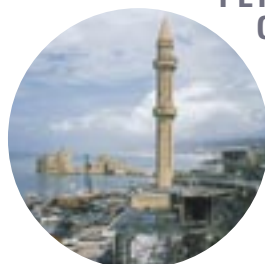


**Science 11**  
**LA SCIENTIFIQUE DES SENS**  
 Interview de Christine Petit, lauréate 2004 du Prix L'ORÉAL/UNESCO pour les femmes et la science

**Communication 15**  
**NOUVELLE CHANCE POUR LES LANGUES**  
 L'Initiative Babel défend la diversité des langues du monde à l'âge numérique



**Sciences sociales 18**  
**PETITES VILLES CÔTIÈRES : HISTORIQUES ET PIONNIÈRES**  
 Cinq ports méditerranéens optent pour le développement durable



**Éducation 23**  
**LA MÉDIATION CONTRE LA VIOLENCE**  
 Le dialogue et l'écoute pour lutter contre la violence à l'école



**L'UNESCO en bref 27**  
 L'actualité de l'organisation.



**Grand-angle 30**  
**PETITES ÎLES, GRANDS PROBLÈMES**  
 L'avenir de certains petits États insulaires est menacé, autant par la montée du niveau de la mer, due au réchauffement climatique, que par les pressions sur leurs cultures traditionnelles.



**Partenaires 48**  
 Les projets que l'UNESCO mène, soutient ou parraine avec des acteurs de la société civile : personnalités, universités, ONG, entreprises...

**Zoom 52**  
**ALERTE À LA DISPARITION DE NOS COUSINS**  
 La vie des grands singes au quotidien, dans les parcs et réserves d'Afrique



**Livres 56**

**Blog-notes 58**





CHRIS THOMAS

# « NULLE PART OÙ ALLER »



© Olivier Langrand/Conservation International

A gauche.  
La *King Protea*, fleur nationale d'Afrique du Sud, une espèce menacée.

A droite.  
Pour le professeur Chris Thomas, il est très rare que des espèces évoluent assez loin et assez vite pour s'adapter à un changement climatique rapide.

*Oui, le réchauffement climatique représente une menace pour la survie de certaines espèces. Cela ne fait plus de doute pour Chris Thomas, professeur de biologie de la conservation à Leeds (Royaume-Uni). Auteur principal de la plus grande étude internationale jamais réalisée sur cette crise imminente, il affirme que, dans le pire des scénarios, ce sont plus d'un million d'espèces qui pourraient disparaître d'ici à 2050.*

## **Le nouveau Courrier : Quelle est la particularité de l'étude que vous avez dirigée ?**

Chris Thomas : Depuis des années, les scientifiques se demandent si le réchauffement du climat risque de provoquer la disparition d'espèces. Nous, pour la première fois, avons posé la question : combien d'espèces vont-elles disparaître, ou risquer de disparaître, de la surface de la Terre ? Notre apport le plus important a peut-être consisté à élaborer un cadre pour analyser ce problème, ou même à avoir seulement suggéré qu'il était possible de l'analyser.

## **Avez-vous rencontré des résistances politiques, notamment quand vous cherchiez un financement ?**

Il n'y a pas eu de résistance, car il n'y a eu aucun financement pour le travail. Nous l'avons fait, tout simplement. Il y a deux ans environ, l'Union mondiale pour la nature (IUCN) a soutenu deux ou trois ateliers pour discuter de l'impact du changement climatique sur la conservation. Certains d'entre nous y ont participé, ce qui nous a rapidement mis en contact avec un réseau mondial d'équipes qui, chacune, étaient en train de mettre en place des banques de données sur les comportements des espèces au niveau national.

On peut dire qu'il y a eu un financement dans le sens où nos salaires ont été payés. Mais il n'y a pas eu d'argent



4





pour la collecte ou l'analyse des données ni pour le développement de techniques de modélisation afin de réaliser des projections.

**Vous décrivez les résultats de l'étude comme « terrifiants ». Pourtant les chiffres que vous donnez ne sont-ils pas sous-estimés, du fait que l'étude a porté exclusivement sur l'impact du changement climatique, sans inclure par exemple la perte de l'habitat due à la déforestation ?**

Nous avons bien pensé à inclure les données sur l'habitat, mais nous avons vite renoncé devant les problèmes de qualité et de comparabilité que posaient les données concernant l'utilisation des sols dans les différentes parties du monde. Ce n'est pas que ces études étaient mauvaises, mais elles avaient toutes été réalisées avec des méthodes légèrement différentes. Nous n'avions ni le temps ni les moyens de remettre toutes les données au même format. Cela dit, il serait hautement souhaitable d'obtenir des financements internationaux pour pouvoir projeter les effets combinés des changements du climat et de l'utilisation des sols.

**S'agit-il d'une nouvelle vague d'extinction massive comparable à celles provoquées dans le passé par des volcans ou des astéroïdes ?**

Il y a eu celles qu'on appelle les « Big Five », qui sont cinq extinctions massives dont la plus connue a balayé les dinosaures. Mais nous ne savons pas si elles ont été provoquées par un événement initial déclencheur – impact de météorite, explosion volcanique... – ou par les fluctuations climatiques qui se seraient ensuivies.

Il y a aussi eu bon nombre d'extinctions moins importantes. C'est au moins à ce niveau que nous conduit l'impact actuel des gaz à effet de serre, combiné avec la destruction de l'habitat. Reste à savoir si cette extinction prendra l'ampleur d'une des Big Five. Ce n'est pas sûr, mais c'est possible.

**Pourquoi n'avons-nous pas vu plus tôt cette crise annoncée ?**

Jusqu'à présent, la plupart des préoccupations portaient sur l'extinction des espèces à l'échelle nationale. Or c'est un point de vue qui est de moins en moins pertinent. Il a fallu dépasser les perspectives nationales, mais ce n'est pas toujours très facile. Par exemple, vous pouvez avoir une excellente étude détaillée sur la façon dont des espèces disparaissent ou s'accroissent en Grande-Bretagne, mais seule une perspective internationale vous permettra de voir que certaines n'ont aucun territoire où aller. ►



- Nous avons voulu que notre rapport soit aussi neutre que possible. Cela n'empêche pas que des gens ont dit : « Oh ! Comme vous êtes alarmistes ! » En fait, ce qu'ils trouvent alarmant, ce sont les chiffres publiés. Tout comme moi.

## Que répondez-vous à ceux qui nient le changement climatique ?

On entend beaucoup plus ceux qui ne croient pas au changement climatique. Comme sur beaucoup de sujets, par souci d'équilibre les médias publient des articles où une thèse est défendue par une personne et combattue par une autre. Même si cette thèse est soutenue par plus de 99 % des experts.

Nous nous sommes appuyés sur ce que la grande majorité des climatologues disent. Cela semble un choix raisonnable. Même si ça ne veut pas dire qu'il ne subsiste pas de grandes incertitudes, les climatologues le reconnaissent eux-mêmes.

Nous ne sommes pas dans une fiction ou en train d'imaginer un avenir potentiel. Dans cette étude, nous projetons dans le futur des phénomènes dont l'observation nous montre qu'ils sont déjà à l'œuvre. La hausse des températures depuis trente ou quarante ans indique clairement la réalité d'un réchauffement climatique d'origine humaine. Et nous savons que cela affecte la répartition des végétaux et des animaux à travers le monde.

## Certaines personnes critiquent votre rapport en arguant que les animaux et les végétaux s'adapteront au changement climatique.

Bien sûr qu'ils pourront s'adapter. Mais il est très rare que les espèces évoluent assez loin et assez vite, en particulier dans le cas d'un changement climatique rapide. Des preuves accablantes montrent que lors d'un changement climatique – qu'il se soit produit pendant les trente dernières années ou dans le temps géologique – les espèces ne s'adaptent pas en restant sur place. Elles bougent. C'est leur première réponse au changement.

Si vous êtes un animal ou un végétal vivant à un endroit donné

et que le climat commence à changer, vous pouvez commencer à changer aussi. Mais si votre variation génétique n'est pas suffisante pour évoluer et suivre le rythme de la modification de l'environnement, votre population déclinera quand même. Si en même temps arrivent des espèces concurrentes et mieux adaptées au nouvel environnement, vous êtes perdu.

## Au cours des années récentes, on a beaucoup débattu pour savoir si les agences de conservation devaient se concentrer sur la protection des zones à forte biodiversité, ou bien sur des zones où une espèce de végétal ou d'animal est exceptionnellement importante. Vous allez plus loin en posant la question de la conservation dans le contexte des émissions de gaz à effet de serre.

Il faut reconnaître, sans qu'il y ait l'ombre d'une critique dans mon propos, que les agences de conservation se sont plus attachées à traiter les symptômes de ce qui arrive à la biodiversité que les causes, parce qu'il est très difficile de s'attaquer à ces vraies causes. Face au changement climatique, la seule stratégie de conservation viable consiste à commencer par mettre une pression énorme sur les décideurs politiques, afin que nous nous retrouvions non pas avec le pire des scénarios climatiques, mais avec un des moins dommageables.

Le crapaud doré de Monteverde au Costa Rica nous en fournit un parfait exemple. Voici une espèce vivant au sommet d'une montagne dans une zone entièrement protégée. Ces crapauds ont disparu jusqu'au dernier après la récente sécheresse et l'élévation du plafond nuageux.

Personnellement, je pense que ces zones à forte biodiversité peuvent être confrontées à un risque particulier d'extinction pour deux raisons. Premièrement, elles contiennent de nombreuses espèces sur une surface relativement exiguë. Et si ces espèces sont appelées à se déplacer, il y a peu de chances pour que la répartition future ressemble à celle d'aujourd'hui.

Deuxièmement, rappelez-vous que depuis dix mille ans nous

## Les fantômes de l'effet de serre

Chris Thomas, professeur de biologie de la conservation à l'Université de Leeds, est « très inquiet » par les résultats de l'étude qu'il vient de publier, selon laquelle le changement climatique provoquerait l'extinction d'un quart des espèces d'animaux et de végétaux terrestres au cours du prochain demi-siècle. A terme, plus d'un million d'espèces pourraient disparaître. Chris Thomas et son équipe, qui ont constitué la plus grande

équipe d'experts au monde à étudier ce problème, se sont concentrés sur six régions riches en biodiversité représentant 20 % des zones terrestres de la planète. Ils ont d'abord étudié l'impact de trois scénarios différents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sur l'habitat de 1 103 plantes, mammifères, oiseaux, reptiles, grenouilles, papillons et autres invertébrés. Ils ont ensuite évalué les capacités de chacune de ces

espèces à s'adapter ou à migrer vers une zone plus propice. Selon le scénario moyen, 15 à 37 % des espèces étudiées disparaîtraient. Selon le pire, ce serait le cas de 58 % des espèces. Dans le meilleur des cas, seules 9 % des espèces seraient perdues. D'ores et déjà, une grande partie des pertes – plus d'un dixième de tous les végétaux et animaux – est irréversible parce que les gaz à effet de serre sont déjà présents dans l'atmosphère.



**Ci-contre.**  
Une scène révolue :  
la saison des amours  
chez le crapaud doré  
de Monteverde (Costa  
Rica), aujourd'hui  
disparu.

**A droite.**  
Hôte de la région  
tropicale humide  
du Queensland  
(Australie), le  
lézard-dragon de  
Boyd, équipé d'un  
« thermostat » interne,  
est particulièrement  
vulnérable au  
changement  
climatique

© Fogden Wildlife Photographs



sommes dans la phase chaude d'un âge de glace. En fait, nous vivons actuellement l'un des moments les plus chauds du dernier million d'années. Aujourd'hui nous voyons un grand nombre d'espèces qui vivent dans ces soi-disant zones à forte biodiversité. Tous mes collègues ne seraient pas d'accord, mais je pense que bon nombre de ces espèces et de ces environnements étaient plus répandus quand le climat était moins chaud. Les végétaux et les animaux se sont débrouillés pour tenir, pour survivre, en se concentrant dans des environnements très petits, très particuliers.

Qu'arrive-t-il si la température s'élève encore dans ce qui est un des moments les plus chauds du dernier million d'années ? Reprenons notre petite montagne tropicale comme Monteverde, où l'on ne trouve certaines espèces que tout près du sommet. Il y a quinze mille ans, elles auraient vécu plus bas. Si le climat se réchauffe encore de façon substantielle, il ne leur restera nulle part où aller.

### **Vous prédisez que des communautés biologiques entières vont disparaître. Avons-nous déjà vu pareil phénomène ?**

Pas sur une échelle mondiale dans l'histoire récente. Nous sommes en train de provoquer une extinction majeure. Est-ce important ? D'un point de vue scientifique, nous savons que dans le passé, il a fallu des millions d'années avant que la biodiversité se remette d'extinctions de masse. Il est légitime que toute personne qui se préoccupe de l'environnement soit inquiète.

Mais il ne faudrait pas penser que le changement climatique n'affectera que la biodiversité. Certains pensent que nos conclusions pourraient être un indicateur de ce qui attend les êtres humains. L'été dernier, en France, on estime que plus de 15 000 personnes sont mortes à cause de la canicule. Dans la deuxième moitié de ce siècle, nous pourrions être confrontés au déplacement de centaines de millions de personnes à cause



© Stephen E. Williams

d'inondations dans les zones deltaïques du monde entier.

Ce qui est bon pour la biodiversité a des chances d'être bon pour les gens, au moins à long terme. Certains économistes mettent en avant un argument classique : « Oui, mais nous ne pouvons pas nous permettre de changer toutes nos technologies et de ralentir la croissance de nos économies fondées sur les ressources fossiles ».

Même si c'est un tout petit pas, le Royaume-Uni a signé le Protocole de Kyoto et a été l'un des acteurs mondiaux les plus attentifs à ce sujet. D'après Sir David King, Conseiller en chef pour la science, entre 1990 et 2000 les émissions de gaz à effet de serre du Royaume-Uni ont diminué de 12 % tandis que l'économie croissait de 30 % et l'emploi de près de 5 %. N'oublions pas que le Royaume-Uni est en concurrence avec d'autres économies qui, elles, ne sont pas soumises à des contrôles aussi rigoureux en matière d'émissions de gaz. Il n'y a pas d'autre voie, au moins dans le long terme.

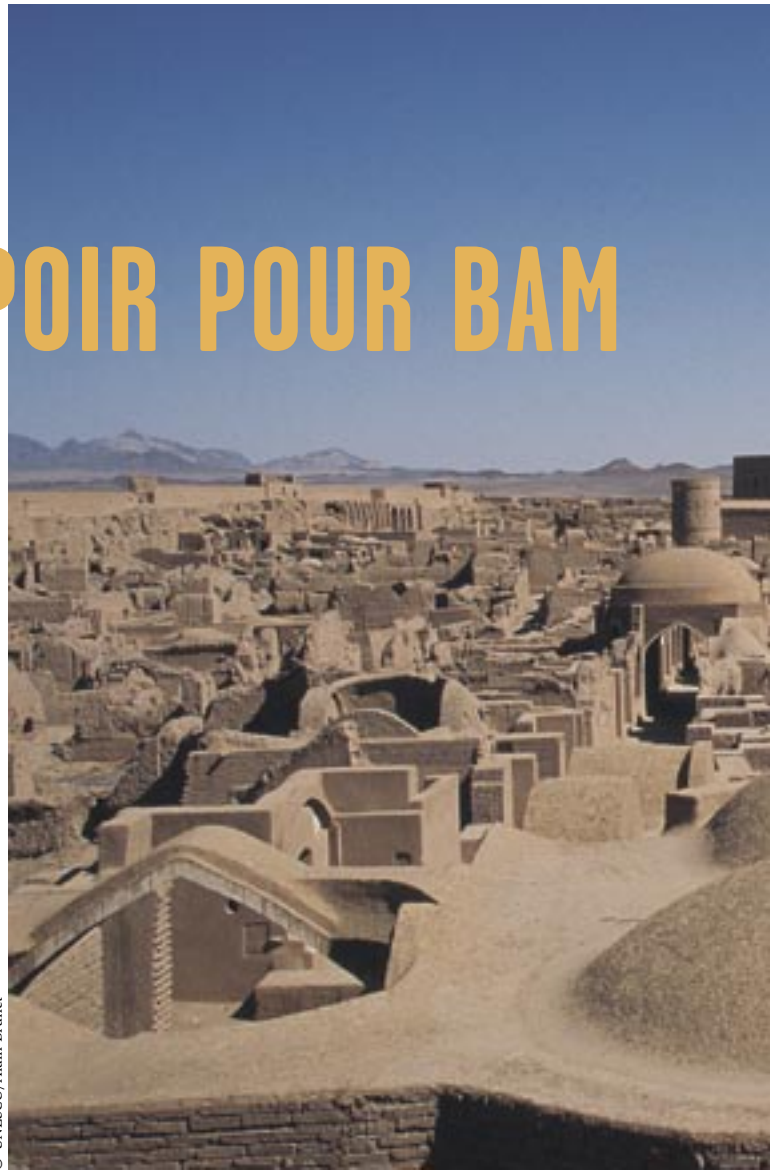
**Propos recueillis par Amy Otchet**





# IRAN : LUEURS D'ESPOIR POUR BAM

*Malgré près de 30 000 morts, les décombres et le spectacle de désolation provoqués par le tremblement de terre, la cité iranienne millénaire commence à envisager sa reconstruction.*



© UNESCO/Alain Brunet

**Le 26** décembre 2003, à 5 heures du matin, la terre a tremblé durant 12 secondes avec une extrême violence dans le sud-est de l'Iran, à 1 200 kilomètres de Téhéran. Le séisme, d'une magnitude de 6,3 degrés sur l'échelle de Richter, a fait 40 000 victimes et laissé 75 000 personnes sans abri. Son épicentre se trouve sur le site de la citadelle de Bam (Arg-e-Bam), la plus grande forteresse en pisé du monde qui, en quelques instants, a été réduite en un amas de poussière et de ruines.

Ceux qui arrivent sur place dans les jours qui suivent parlent « d'une destruction d'une ampleur difficile à décrire », d'une « impression de *Ground Zero* ». Pourtant, tandis que l'on pare aux besoins les plus urgents des survivants, l'idée germe aussi qu'il serait peut-être possible de réparer ce joyau du patrimoine iranien. Tout au moins partiellement.

Longue de 300 mètres sur 200 de large, la

citadelle se situe au cœur de la vieille ville de Bam, à côté de la ville moderne du même nom. Vieille de près de deux mille ans, elle est le plus bel exemple d'édifice urbain de l'Iran antique et, à l'instar de Persépolis, un spécimen précieux de l'architecture préislamique perse.

## **ROLE ECONOMIQUE**

En quelques secondes se sont effondrés une grande partie de ces trésors qui, en 2003, avaient attiré 100 000 visiteurs. C'est pourquoi, avec Arg-e-Bam, outre tout un pan d'histoire (voir encadré) c'est une source de revenus non négligeable qui s'envole, car la citadelle était un centre touristique et l'un des moteurs économiques de la région.

Mais, comme pour toute chose, la désolation n'est pas absolue ; il existe toujours des lueurs d'espoir. D'une part, on possède une solide documentation sur les multiples aspects de la citadelle. D'autre part, le contexte technique est





**La citadelle de Bam, la plus grande forteresse en pisé du monde, en 2001.**

5

plutôt favorable dans la mesure où le pays dispose de nombreux professionnels fort compétents. « Comme toujours, en pareil cas, la prudence s'impose, déclare Hubert Guillaud, architecte spécialiste des constructions en terre et en pisé, et consultant de l'UNESCO. Mais il est certain qu'il existe une documentation très précise sur le travail mené lors des trois décennies qui ont précédé la destruction du site. Ces documents contiennent des éléments sérieux et intéressants qui sont de grande valeur dans la perspective d'une reconstruction. » Par ailleurs, une moitié des 24 monuments historiques situés à l'extérieur de Bam ont été moins endommagés et peuvent, par conséquent, être consolidés.

Tous ces facteurs constituent un point de départ positif pour le plan de restauration en plusieurs étapes que l'UNESCO et les autorités iraniennes ont élaboré. Il se base sur les résultats obtenus par une première mission d'experts qui s'est rendue à Bam en février dernier. La première

## Une étape sur la Route de la soie

L'histoire de Bam est de longue date associée à la Route de la soie. La prospérité de cette voie et sa position stratégique, non loin de ce qui est aujourd'hui le Pakistan, ont fait de Bam un lieu d'une extraordinaire richesse, dont l'opulence s'affichait dans des constructions fantastiques. La majeure partie des bâtiments que l'on connaît actuellement sont des reconstructions plus récentes, exécutées entre 1502 et 1722 par les Séfévides. Située en zone frontalière, la citadelle était protégée par une triple enceinte défensive qui abritait des mosquées, des demeures imposantes, un bazar, un caravansérail et un quartier résidentiel où vivait la majorité de la population.

Dans la partie haute de la fortification, on trouvait plusieurs annexes militaires ainsi que le palais des Quatre Saisons (Chahar Fasl) et la Maisons des Seigneurs, où logeaient les gouverneurs. La citadelle fut abandonnée par ses habitants une première fois en 1722, à la suite d'une invasion afghane puis de nouveau en 1810, lors de son pillage par des guerriers provenant de Chiraz. Au cours des trente dernières années, le site a été inscrit sur la liste des monuments historiques par le Conseil national des monuments d'Iran, qui a entrepris des travaux de restauration et a entrepris des travaux, mettant un terme aux destructions.





© UNESCO/Mounir Bouchenaki



© UNESCO/Mounir Bouchenaki



© UNESCO/Alain Brunet

**En haut et au milieu.  
Les dommages causés  
par le tremblement de  
terre de décembre 2003  
sont considérables.**

**En bas.  
Bam avant le séisme.**

phase des travaux consistera à consolider les structures qui sont encore debout, afin d'éviter qu'elles ne s'effondrent. En second lieu, il faudra recueillir des données et analyser les informations disponibles sur Arg-e-Bam pour pouvoir établir les bases de la restauration qui commencera peu après.

L'inscription simultanée de la citadelle de Bam sur la Liste du patrimoine mondial ainsi que sur celle du patrimoine mondial en danger (comme cela a été le cas en 2002 pour le minaret et les vestiges archéologiques de Jam, en Afghanistan) représenterait un véritable coup de pouce pour que ces projets deviennent réalité. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, déclare : « Etant donné que le gouvernement iranien avait l'intention de proposer l'inscription de Bam sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, nous allons l'aider à constituer son dossier de candidature afin qu'il soit soumis à la prochaine réunion du Comité du patrimoine mondial, qui se tiendra en juin ».

Evidemment, poursuit-il, « les travaux de restauration des monuments dévastés s'étaleront probablement sur de longues années et nécessiteront un effort de solidarité considérable de la part de la communauté internationale. »

Il reste maintenant à s'assurer qu'au-delà du premier réflexe que suscite toujours l'urgence, face à une catastrophe de cette ampleur, le soutien durera assez longtemps pour que puisse renaître un trésor universel du génie humain.

*Lucia Iglesias Kuntz*





© Micheline Pelletier/Gamma, Paris

# LA SCIENTIFIQUE DES SENS

**Christine Petit**  
dans son bureau à  
l'Institut Pasteur  
(France).

*Christine Petit, lauréate 2004 du Prix L'ORÉAL/UNESCO « Pour les femmes et la science », parle de l'impact de sa recherche sur la communauté des sourds, du danger de la tentation de l'eugénisme et des femmes scientifiques.*

**Le nouveau Courrier :** Comment votre perception de la surdité a-t-elle changé avec les découvertes des gènes de la surdité que vous avez faites ?

**Christine Petit :** J'ai pris conscience qu'il était préférable de ne pas parler de « la surdité », mais des surdités. Un enfant né sourd rencontrera assurément de nombreuses difficultés. Mais avec un soutien approprié, il ou elle sera épanouie. À l'inverse, pour un adulte dont la vie s'est construite autour de la communication orale, la perte auditive engendrera souffrance et anxiété qui conduiront à un isolement progressif.

■ L'Institut Pasteur vient de signer un accord permettant à une société d'utiliser votre recherche pour dépister la surdité héréditaire chez les nouveau-nés. Un test similaire pourrait également être développé pour être utilisé avant la naissance. Comme la surdité n'est pas une menace vitale, sommes-nous sur la pente glissante de l'eugénisme ?

En initiant cette recherche, en 1992, je pensais que nous ne serions pas confrontés à ce problème. Puisqu'une centaine de gènes est impliquée dans





► les surdités, le développement du diagnostic moléculaire à court ou moyen terme était peu probable, nous laissant le temps d'avancer dans la recherche de thérapeutiques. Ce fut un choc pour moi quand en 1997, nous avons découvert que l'atteinte d'un certain gène, à elle seule, était responsable de près de la moitié des cas de surdité chez l'enfant. Qui plus est, 70% des atteintes de ce gène sont dues à une même mutation. Ce gène est tout petit, et donc très simple à analyser. Techniquement, le diagnostic anténatal de cette surdité pouvait être réalisé. J'ai alors immédiatement sollicité l'avis du Comité national d'éthique français. Il a conclu que la surdité ne porte pas atteinte à la dignité humaine, et qu'en conséquence une interruption de grossesse n'est pas justifiée.

■ Mais que pensez-vous du dépistage de la surdité chez l'embryon ? En juillet 2003, en Australie, un couple porteur du gène qui cause la surdité a demandé à la clinique qui avait fécondé leurs embryons *in vitro* de pratiquer un test de dépistage. C'est apparemment la première fois qu'une clinique effectuait un test de dépistage pour un problème non vital.

J'ai voulu ouvrir une consultation de conseil génétique destinée aux familles de malentendants pour être au plus près de leurs interrogations, face aux outils de diagnostic que nous allons développer. La médecin pédiatre qui fait ce travail pionnier a elle-même grandi en contact étroit avec des malentendants. À ce jour, seules quatre familles lui ont demandé un dépistage anténatal, familles qui toutes avaient un risque de transmettre d'autres maladies sévères. Quant au tri des embryons au cours d'une fécondation *in vitro*, le problème est sérieux car c'est par là que pourrait s'insinuer, progressivement, la sélection des embryons.

■ Comment la communauté des sourds répond-elle à vos recherches ?

On m'avait mise en garde : je devais m'attendre à une réaction violente de la communauté des personnes sourdes qui verraient dans notre travail la voie ouverte à la « suppression de la surdité », que certains revendiquent comme une culture, et peut-être même à des pratiques eugéniques. Nous n'avons pas rencontré l'hostilité prédite. Peut-être parce que nous avons expliqué nos méthodes et nos objectifs de travail. Au contraire, je peux dire que l'attente des personnes qui deviennent sourdes, à l'égard de nos recherches, est considérable.



© Micheline Pelletier/Gamma, Paris



© Micheline Pelletier/Gamma, Paris

## Tout sauf une contribution... petite

Célèbre pour ses recherches sur les sens, la Française Christine Petit a montré que l'atteinte d'un seul gène est responsable pour environ la moitié des cas de surdité de l'enfant. Elle a également identifié les gènes responsables du syndrome de Kallman, la seule maladie héréditaire provoquant la perte de l'odorat.

La professeure Christine Petit est directrice de l'Unité de génétique des déficits sensoriels à l'Institut Pasteur. En 2002, elle est devenue membre de l'Académie des sciences et la cinquième femme nommée Professeur au Collège de France.



© Micheline Pelletier/Gamma, Paris

**Christine Petit avec François Jacob, Prix Nobel de médecine en 1965.**





© Micheline Pelletier/Gamma, Paris



© Micheline Pelletier/Gamma, Paris

## L'Oréal/UNESCO « Pour les femmes et la science »

Christine Petit est l'une des cinq lauréates en 2004 du Prix L'ORÉAL/UNESCO Pour les femmes et la science, choisies par un jury de quinze membres éminents de la communauté scientifique. Chacune des lauréates, une par région du monde, reçoit 100 000 dollars pour sa contribution exceptionnelle à la recherche et pour sa détermination à soutenir la cause des femmes dans la science. Par ailleurs, quinze jeunes chercheuses se voient attribuer des bourses, de 20 000 dollars chacune. Les quatre autres lauréates sont : Jennifer Thomson (Afrique du Sud), pour sa mise

au point de plantes transgéniques résistant aux infections virales, à la sécheresse et à d'autres menaces ; Nancy Ip (Chine) pour ses découvertes sur le contrôle moléculaire de la croissance, de la différenciation et de la formation des synapses du système nerveux ; Lucia Mendonça Prévato (Brésil), pour ses travaux sur la compréhension, le traitement et la prévention de la maladie de Chagas ; et Philippa Marrack (États-Unis) pour sa caractérisation des fonctions des lymphocytes T dans l'immunité et la découverte des superantigènes.



13

### ■ Pour certains, la surdité est plus une culture qu'un handicap. Qu'en pensez-vous ?

Les jeunes malentendants de naissance forment souvent de vraies communautés, structurées autour du partage d'une langue, la langue des signes. Au nom de cette langue, certains revendiquent une culture. Cette revendication, tient beaucoup me semble-t-il, à l'histoire des sourds qui ont été très malmenés par les entendants – interdiction de l'utilisation de la langue des signes, stérilisation durant la dernière guerre – et aux espoirs qu'on a fait naître chez eux lors du développement de l'implant cochléaire.

« Votre problème est résolu », leur a-t-on dit.

Mais ces premières prothèses, très rudimentaires, n'apportaient pas les améliorations promises.

### ■ Ressentez-vous des responsabilités particulières vis-à-vis de cette communauté ?

Oui, le devoir de l'informer des progrès que nous réalisons, et celui de veiller à combler au plus vite le fossé entre le dépistage de la surdité et son traitement, ce qui nécessite en amont une

recherche fondamentale sur les mécanismes moléculaires qui sous-tendent le fonctionnement de l'oreille interne.

### ■ Certaines personnes n'apprécient pas l'idée de reconnaître spécifiquement les femmes scientifiques comme avec ce Prix L'ORÉAL/UNESCO. Qu'en pensez-vous ?

Si l'idée de prix féminins en sciences se répandait, on devrait y voir, comme dans les compétitions sportives, la manifestation d'une reconnaissance implicite de performances scientifiques différentes entre les hommes et les femmes. Bien sûr, je n'ai pas du tout cette perception du Prix L'ORÉAL/UNESCO. C'est au contraire une très belle idée. Principalement, parce qu'il est attribué à une femme sur chaque continent. Il est en réalité porteur d'un message qui se veut universel, et défend la progression de la condition féminine non seulement par l'accès au savoir mais aussi par la création de savoir au plus haut niveau. Les bourses d'études données à de jeunes femmes scientifiques inscrivent le projet dans la durée. ►

### En haut à gauche.

**Jennifer Thomson**  
(au centre), Afrique du Sud.

En bas à gauche.  
**Nancy Ip**, Hong-Kong.

En haut à droite.  
**Philippa Marrack**, États-Unis.

En bas à droite. **Lucia Mendonça Prévato**, Brésil.



## Chiffres contrastés

L'Institut de statistique de l'UNESCO (UIS, basé à Montréal, Canada) a mené récemment des recherches sur le pourcentage de femmes parmi les diplômés en science et technologie (S&T) aux niveaux de la licence, de la maîtrise et

du doctorat, dans environ 70 pays. Ces recherches montrent qu'au Japon, les femmes représentent 18% des docteurs et les chiffres tombent à 15 % en Nouvelle-Zélande, alors qu'elles sont 38% en Turquie. Si ces faibles

taux sont la norme, il existe des exceptions, en particulier en Amérique latine, où la proportion de femmes parmi les doctorants en S&T atteint 60% au Salvador et 59 % en Argentine.

[www.uis.unesco.org](http://www.uis.unesco.org)



© Michelle Pelletier/Gamma, Paris

14

► ■ **Que pensez-vous de la discrimination positive, comme le système des quotas, pour essayer de lever les obstacles que rencontrent les femmes dans la science ?**

Un peu d'attention sur les conséquences qu'ont pour les femmes les réglementations qui régissent l'organisation de la recherche pourrait nous dispenser du recours à la discrimination positive. Par exemple, pour poursuivre une carrière de chercheur de haut niveau en France, il faut en général prendre la direction d'un groupe de chercheurs avant 40 ans. Or la plupart des chercheuses ont alors des enfants en bas âge ; un peu de souplesse dans le système permettrait de ne pas éliminer celles qui souhaitent réussir leur vie professionnelle et familiale. Un peu d'attention, encore, lors de l'attribution des promotions permettrait d'évaluer s'il y a disparité des avancements offerts aux hommes et aux femmes et d'en analyser sérieusement les raisons.

■ **Quel type d'obstacle avez-vous rencontré ?**

Au début de ma carrière, lorsque j'ai informé mon directeur de recherche du fait que j'attendais un enfant, sa réponse fut violente. Aujourd'hui, peu oseraient réagir ainsi. Toutefois, la vigilance

**Jennifer Thomson sur le terrain : inspection de semences de maïs avec des agriculteurs en Afrique du Sud.**

s'impose. Seule une partie du chemin a été parcourue. Ainsi, les salaires des femmes restent inférieurs de 25 % à ceux des hommes. Le partage des responsabilités au plus haut niveau entre les hommes et les femmes ne fait que débiter. Qui plus est, quelle est la stabilité des avancées réalisées ? Nul ne sait. Puis, me semble-t-il, chaque femme porte en elle la marque des blessures et humiliations auxquelles les femmes de certains pays sont soumises.

■ **Certains pensent que les priorités de la recherche changeraient s'il y avait plus de femmes scientifiques. Qu'en pensez-vous ?**

Qui sait ? La recherche à objectifs militaires occuperait peut-être une moindre place ? Y a-t-il une recherche masculine et une recherche féminine ? Que le cerveau, comme tous les organes, soit sexué ne fait guère de doute, mais que la « vérité scientifique » le soit, non. Que les hommes et les femmes aient, pour des raisons physiologiques et surtout sans doute culturelles, des représentations différentes du monde qui les portent à s'intéresser à des questions scientifiques différentes et/ou à les approcher différemment, c'est vraisemblable.

Quoi qu'il en soit, je veux rêver à un monde habité par la créativité scientifique masculine et féminine, où leurs éventuelles différences sont non seulement respectées mais considérées comme source d'une complémentarité fructueuse.

*Propos recueillis par Amy Otchet*

# NOUVELLE CHANCE POUR LES LANGUES



© UNESCO/Niamh Burke

*L'Initiative Babel défend la diversité des langues utilisées sur les ordinateurs et sur Internet, pour contribuer à donner un accès équitable à l'information numérique.*

Les ordinateurs sont devenus indispensables à tous ceux qui veulent produire, accéder à ou partager l'information, ou communiquer ou encore faire du commerce. Mais la technologie numérique a été conçue au départ par des gens qui utilisaient des écritures latines. Or celles-ci ne servent qu'à une fraction de la population mondiale, riche de 6 000 langues connues et de cinquante façons d'écrire différentes.

Les logiciels ont dû être développés pour traiter, présenter, envoyer et imprimer non seulement des écritures qui vont de gauche à droite (comme dans les langues européennes), mais aussi celles qui vont de droite à gauche (comme dans les langues sémites et le chinois qui, de plus, s'écrit verticalement). Des programmes d'adaptation ont été développés pour fonctionner avec les besoins spécifiques d'écritures et de langues différentes, dont le latin, le cyrillique, l'arabe ou l'hébreu, par exemple, et de symboles comme les accents, qui sont courants en français et en espagnol. De plus, dans de nombreuses langues, les lettres changent de forme selon leur place dans un mot – comme ►

**Un traducteur chinois au travail. Les milliers d'idéogrammes chinois représentent un défi pour les concepteurs de logiciels et de matériel informatiques.**



# Diversité dans le cyberspace

La Recommandation de l'UNESCO sur la promotion et l'utilisation du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace a été adoptée par les Etats membres en 2003 et approuvée par le Sommet mondial sur la société de l'information en décembre 2003.

L'Initiative Babel consiste à faciliter la mise en œuvre de ces principes sur le terrain. Elle a ainsi mené une étude sur « Le développement et la diffusion des normes éthiopiennes et de l'adaptation locale de logiciels pour l'Ethiopie » avant la mise en œuvre d'un projet informatique gouvernemental de plusieurs millions pour l'Ethiopie et l'Erythrée en

2003, soutenu par la Banque mondiale. L'étude a examiné les façons de permettre aux ordinateurs d'utiliser l'écriture éthiopienne millénaire de l'amharique et du tigrigna, langues officielles respectives en Ethiopie et en Erythrée, ainsi que d'autres langues du nord de l'Ethiopie, la plupart des langues sémites et certaines langues couchitiques de la région. L'étude a porté sur les questions relatives à l'encodage des caractères, le design du clavier et la transposition de l'amharique en alphabet latin.

Initiative Babel : [www.unesco.org/webworld](http://www.unesco.org/webworld)

- en arabe et en hébreu – ou dans une phrase (pour devenir des majuscules) comme c'est le cas dans les écritures latine et cyrillique.

Le chinois, avec ses milliers d'idéogrammes (signes représentant des mots), est radicalement différent des écritures alphabétiques. Les idéogrammes posent un réel défi en termes de conception du clavier, d'affichage à l'écran, d'impression et de recherche. Dans certains cas, et dans certaines langues, il faut utiliser plusieurs systèmes d'écriture simultanément pour répondre à ce défi. C'est le cas du japonais, qui recourt à trois systèmes d'écriture différents, composés d'idéogrammes, de syllabaires et d'un alphabet. Mais il arrive que le japonais, comme bien d'autres langues non européennes, utilise une écriture latine, qui doit alors être comprise par le logiciel, au même titre que l'écriture de la langue pour laquelle il a été conçu.

Afin de résoudre le problème de la reconnaissance et de l'utilisation des caractères et symboles, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et le Consortium UNICODE développent une table, enrichie en permanence,

## Baseline and direction

People who write in Roman script learn to print letters so that they sit on a line. In other scripts, however, this is not always the case. Letters might be centered, as in Chinese, or they might "hang from a clothesline," as in Devanagari. The lines may also run in different directions, such as right to left or top to bottom. Some scripts even have lines running in mixed directions.

**Bottom baseline**  
Roman

Jumping

**Centered baseline**  
Chinese

婦從兒

**Left to right, top to bottom**  
Roman

Then I recollected that the glass in the front door of the shop would serve as a sort of mirror, just for a

**Right to left, top to bottom**  
Hebrew

בראשית ברא אלדום את  
השמים והאדמה והארץ  
יהוה יהוה ויהוה יהוה

© 2004 SIL International/http://www.sil.org

et des codes informatiques compatibles pour l'ensemble des lettres, des signes et des symboles utilisés dans les écritures connues. L'UNESCO contribue à ce travail de normalisation à travers le Centre international d'information pour la terminologie, Infoterm, qu'elle a créé en 1971 à Vienne (Autriche).

Internet pose à son tour des défis spécifiques si l'on veut respecter la diversité des différentes langues et écritures utilisées dans la communication numérique. Le développement d'Internet a également accru le besoin de normalisation pour que les solutions adoptées par les différents systèmes d'exploitation soient compatibles et que les textes envoyés d'un ordinateur à un autre soient lisibles.

## DES ÉTIQUETTES POUR LES NAVIGATEURS

De plus, la normalisation est indispensable pour que les navigateurs et les moteurs de recherche, comme Google, reconnaissent les demandes dans les différentes écritures. Pour faciliter la reconnaissance, un système normalisé d'étiquettes a été adopté. Celles-ci, incorporées aux pages web, signalent au navigateur quel type de caractère utiliser. Cependant, ces étiquettes ne sont pas disponibles pour toutes les langues.

En ce qui concerne les écritures, le système ISO/UNICODE couvre actuellement les caractères et les symboles de quelque 50 écritures, qui sont utilisées par au moins 244 langues. Aujourd'hui,



# Aide aux systèmes d'écriture

En 2003, l'UNESCO a publié des « Directives relatives à l'aide aux systèmes d'écriture », afin d'aider la conception et la gestion de projets qui cherchent à utiliser des écritures non latines pour communiquer dans l'environnement numérique. Ces directives offrent un cadre pour le développement

de composants de logiciels informatiques qui fonctionnent avec les différentes langues du monde. L'ouvrage, écrit au départ pour les décideurs et les professionnels, contient également des informations techniques d'introduction au sujet (voir le site Babel).

Hanging baseline  
Devanagari

मारुतः

Top to bottom  
right to left  
Chinese

近  
在  
眼  
前  
舒  
泰  
怡  
然

楓  
林  
秋  
葉  
映  
日  
紅

Top to bottom,  
left to right  
Mongolian

ᠯᠢᠨ ᠯᠢᠰᠢᠨ ᠮᠠᠨᠢᠭ ᠠᠨᠢ  
ᠮᠠᠨᠢᠭ ᠠᠨᠢ ᠮᠠᠨᠢᠭ ᠠᠨᠢ  
ᠮᠠᠨᠢᠭ ᠠᠨᠢ ᠮᠠᠨᠢᠭ ᠠᠨᠢ

NRSI

Ci-dessus.

Différents sens d'écritures (source : [www.sil.org](http://www.sil.org)).

À droite.

La langue du peuple Zapara (Équateur et Pérou), dont la culture a été reconnue Chef-d'œuvre du Patrimoine immatériel de l'humanité, est menacée d'extinction.

il offre plus de 100 000 codes uniques pour les caractères et les symboles. Une telle normalisation est essentielle pour partager l'information entre les ordinateurs, particulièrement sur Internet.

UNICODE fonctionne dans « la plupart des systèmes d'exploitation, comme Windows de Microsoft, OS d'Apple et Linux, ce qui permet d'utiliser les principales écritures non latines mais pas forcément tous les symboles de ces systèmes d'écriture et leurs variantes locales », explique Paul Hector de l'Initiative Babel de l'UNESCO, qui vise à préserver les langues menacées et à promouvoir le multilinguisme.

L'UNESCO a aussi développé une application informatique de renseignement et de recherche, CDS/ISIS, disponible gratuitement, qui peut utiliser différentes langues et systèmes d'écritures. L'UNESCO, qui promeut l'utilisation des logiciels « à source ouverte » et « libres » comme Linux, a contribué au développement en birman et en plusieurs langues africaines du navigateur Internet Mozilla, un logiciel libre disponible gratuitement. Les logiciels et les systèmes d'exploitation « à source ouverte » offrent plus de facilités d'adaptation pour une large palette d'écritures et de langues, tandis que « les systèmes commerciaux sont généralement développés quand il y a une incitation commerciale », explique Davide Storti, de Babel, qui précise :



« Ainsi, il existe plus de programmes informatiques et de pages Internet en islandais, parlé par seulement 250 000 personnes, qu'en hausa, une langue utilisée par 18 millions de personnes au Nigeria ».

Cela prendra du temps de surmonter tous les obstacles qui ont empêché certaines langues d'entrer dans l'âge numérique, mais, selon Paul Hector, l'engagement des gouvernements, comme la prise de conscience grandissante des développeurs informatiques commerciaux et non commerciaux, sont encourageants. De plus, souligne-t-il, si 20 % des langues mondiales n'ont pas de formes écrites, les capacités multimédia des ordinateurs actuels offrent à ces dernières de nouvelles opportunités d'entrer dans le cyberspace et des efforts sont actuellement en cours afin de créer des systèmes d'écriture standardisés pour beaucoup de ces langues de tradition orale.

Roni Amelan



# PETITES VILLES CÔTIÈRES : HISTORIQUES ET PIONNIÈRES

© UNESCO/Brigitte Colin

*Le développement durable, tout le monde est pour. Mais comment le mettre en pratique dans le cadre de politiques urbaines ? Cinq petites villes historiques servent de cas pilotes en Méditerranée. Premier bilan.*

*Sur* la côte atlantique du Maroc, Essaouira, la ville sous le vent, est une cité au charme ensorcelant. Son site exceptionnel et sa vie culturelle intense attirent les artistes et les touristes marocains et étrangers. Pourtant, l'ancienne Mogador voit ces atouts sérieusement menacés par une série de problèmes : érosion de la côte, intrusion d'eau salée dans les aquifères, épuisement des ressources naturelles, forte pression démographique, transformations socio-économiques rapides, délabrement du bâti - y compris des fameux remparts filmés par Orson Welles dans Othello -, dégradation des conditions de vie des habitants...

Aujourd'hui, la volonté conjuguée des autorités provinciales et municipales, des associations locales et de nombreux partenaires étrangers est en train de renverser la tendance. Ils ont pu canaliser leurs efforts quand, en 1997, Essaouira est devenue la première ville pilote du Réseau des petites villes côtières historiques, lancé par l'UNESCO. Dans ce cadre, les remparts et des monuments ont été restaurés, des espaces publics aménagés et une rénovation des réseaux de voirie et d'assainissement





© Dominique Harger



© UNESCO/Brigitte Collin

**Essaouira (Maroc)**  
**A gauche. Bastion**  
**Nord des remparts.**  
**Ci-dessus. Maisons**  
**en ruines dans le**  
**quartier du Mellah,**  
**dans la médina.**



19

est amorcée. Une station d'épuration et une décharge contrôlée sont en projet.

Bien sûr, beaucoup reste à faire, comme le note l'évaluateur du projet global, le géographe algérien Rachid Sidi Boumedine, qui parle de «résultats contrastés» à Essaouira : ainsi, si l'activité touristique a bien été dynamisée, notamment avec une multiplication des transactions immobilières, ce décollage économique a des effets pervers, comme le départ des habitants les plus pauvres vers la périphérie. Par ailleurs, le Mellah (quartier juif), adossé à la Muraille, est toujours dans un « état de dégradation avancée alors même que la Médina d'Essaouira est classée sur la Liste du patrimoine mondial » (depuis 2001).

Quoiqu'il en soit, une dynamique est enclenchée selon un processus maîtrisé qui vise à associer l'ensemble des acteurs concernés. Cette approche globale est la spécificité du projet «Développement urbain et ressources en eau : petites villes côtières historiques», créé par l'UNESCO en 1996, avec l'objectif principal d'aider ces villes à adopter des politiques urbaines qui intègrent les quatre piliers du développement durable : environnemental, économique (basé ici sur le tourisme et la valorisation du patrimoine), social et participatif.

Le projet est actuellement en cours dans quatre autres villes pilotes de Méditerranée qui connaissent les mêmes problèmes que la ville marocaine : Mahdia (Tunisie), Omi\_alj (Croatie), Saïda (Liban) et Jableh (Syrie). En décembre 2003, à Essaouira, tous les participants à cette aventure - architectes, urbanistes, géologues, hydrologues, maires et experts de l'UNESCO - ont procédé à la première évaluation du projet.

Ces cinq cités portuaires se distinguent par une histoire longue et riche, remontant à la préhistoire pour Saïda et Mahdia - qui ont aussi été des capitales royales - tandis qu'Omi\_alj fut un important foyer spirituel. Elles se sont développées sur des sites qui offraient de l'eau en abondance, un abri pour la pêche puis pour le commerce ainsi que des terres cultivables alentour.

Si chacune a une identité bien affirmée, aujourd'hui ces cinq villes font face aux mêmes défis : comment restaurer un centre historique en alliant le respect du patrimoine et les exigences de l'urbanisme ? En promouvant le tourisme tout en sauvegardant l'environnement ? Sans chasser les habitants mais, au contraire, en les associant au processus ? En profitant de l'occasion pour former les artisans locaux et les étudiants en architecture ? En un mot, comment faire du développement durable à l'échelle d'une petite ville ?

## PARTENARIATS MULTIPLES

C'est parce qu'elles étaient à la recherche de solutions que ces villes ont voulu intégrer le Réseau des petites villes côtières historiques. Cela leur a permis d'élargir considérablement l'éventail de leurs partenaires. Ainsi, sur l'île croate de Krk, Omi\_alj, une petite ville perchée au-dessus de l'Adriatique, coopérait déjà avec Taglio di Po (Italie) dans le domaine du développement durable. Intégrant le Réseau en 1998, elle a fait l'objet d'une étude sur les ressources en eau, la protection de la nature et la préservation du patrimoine culturel, menée conjointement par l'Institut d'architecture et d'urbanisme de Venise, la Faculté d'agronomie de Gembloux (Belgique) et la Faculté d'architecture de Zagreb (Croatie).

**Page de gauche.**  
**Façade Nord de la**  
**presqu'île de Mahdia**  
**(Tunisie).**



# Maisons-laboratoires

**Promise à la destruction,** une maison de Mahdia (Tunisie) a non seulement été sauvegardée, mais est devenue en 1999 «maison-laboratoire» du Projet des Petites villes côtières historiques grâce à l'engagement d'enseignants de l'Ecole d'architecture de Nantes (France) et de l'Ecole d'architecture et d'urbanisme de Tunis et au soutien de l'Institut national du patrimoine tunisien et de la mairie de Mahdia. Une maison-laboratoire, c'est un lieu d'expérimentation architecturale et technique autant que pédagogique et sociale. Pour tous : les étudiants en architecture et leurs professeurs comme les artisans et ouvriers du chantier et les habitants. Ceux-ci viennent voir comment les « experts » proposent de résoudre des problèmes qu'ils rencontrent chez eux.

**Ainsi de l'humidité,** que les Mahdois combattent « en recouvrant les maçonneries de revêtements étanches (ciment, carrelage) », expliquent les architectes de Nantes\*, « or c'est la capillarité qui rend les maisons constamment humides ». Le remède aggrave donc le mal. La chaux arabe permettrait au mur de respirer, mais quel maçon tunisien a

encore envie de préparer sa chaux, quand le ciment ou le béton sont prêts à l'emploi ? La solution est venue de l'architecture bio et de mélanges de chaux et de chanvre, qui ont permis d'innover sans rompre la tradition.

**Depuis, un chantier-école** s'est ouvert autour du premier bâtiment. Des étudiants continuent à effectuer des relevés des maisons et à enquêter sur le bâti et les matériaux, ainsi que sur les représentations que les habitants se font de leur habitat\*\*.

**A Saïda** (Liban), c'est dans un ancien palais ottoman classé qu'un chantier-école a démarré en 2003, avec un groupe d'étudiants de Beyrouth et d'Aix-en-Provence (France), sous la houlette de Léon Telvisian. Celui-ci, directeur du département d'urbanisme à l'Institut des Beaux-Arts de l'Université libanaise, déclare : « Parce qu'il part de la base vers le sommet, c'est un projet qui permet de poser les questions de concertation et de participation ». Il va renouveler l'opération en 2004, en espérant impliquer plus les habitants.

\* [www.unesco.org/most/csimahd\\_01.htm](http://www.unesco.org/most/csimahd_01.htm)

\*\* *Une médina en transformation : travaux d'étudiants à Mahdia*, éd. Unesco, 2003, 238 p. Fax +33 (0)1 45 68 57 28.



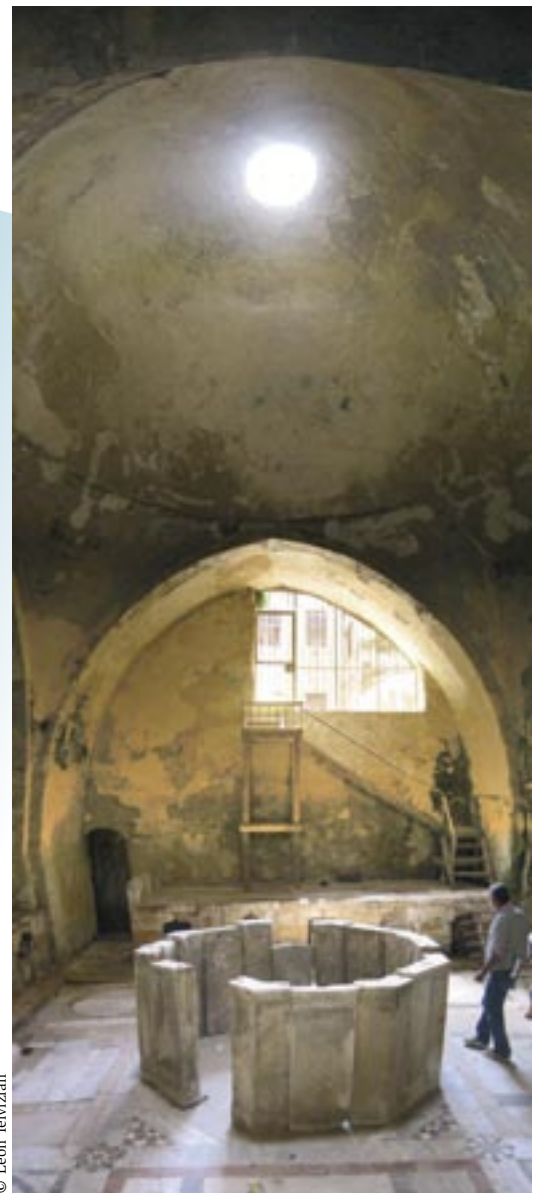
26



© DR



© UNESCO/Brigitte Colin



© Léon Telvisian

Mais l'étude a également fait des propositions qui ont permis d'agir rapidement, avec la participation de nombreux spécialistes et étudiants croates et d'autres pays européens : depuis 2000, Omišalj a réalisé des fouilles archéologiques sur le site romain de Fulfinium, des travaux de restauration de la Basilique paléochrétienne de Mirine et un inventaire du patrimoine urbain, tout en amorçant un processus de participation de la population.

Commentant le cas d'Omišalj, Philippe Pypaert, spécialiste du Bureau de l'UNESCO à Venise, explique qu'au-delà de la « réponse à une demande d'assistance technique, l'UNESCO, en élargissant le débat et en poussant la municipalité à entreprendre la voie plus longue et exigeante de l'élaboration d'un plan d'action complexe et articulé, a joué pleinement un rôle de catalyseur, à la fois compétent et respectueux de la culture locale, en mesure de promouvoir un développement basé sur les potentialités locales. »





Omišalj (Croatie),  
sur l'Adriatique

© J. Sepčić, Omišalj



© J. Sepčić, Omišalj

À gauche.  
Hammam à Saïda  
(Liban).



© J. Sepčić, Omišalj

La grande souplesse du projet fait sa force. Il ne s'agit pas d'appliquer partout la même méthode mais de permettre aux acteurs locaux d'élaborer leurs solutions. En Tunisie, Mahdia se caractérise par une Médina construite sur une presqu'île (voir photo p. 18). Depuis son intégration du Réseau en 1999, elle a, entre autres, pris la décision de déplacer vers la *sebkha* (lagune d'eau salée) un projet de marina qui avait originellement été prévu sur le site du port punique et ébauché un Plan de sauvegarde et de mise en valeur de la médina. Le cordon de dunes côtières de la Plage Nord, qu'un « mur » d'hôtels avait déstabilisées, ont été fixées par la mise en place de clôtures, des ganivelles, ce qui a permis d'agrandir la plage et de récupérer le boulevard. Une station d'épuration, la création d'espaces humides et la délocalisation des industries polluantes sont en projet. Enfin, la Maison-Laboratoire de Mahdia est une des créations les plus originales du projet (voir encadré page 20).

## De la théorie à la pratique

Créé en 1996, le projet « Développement urbain et ressources en eau : petites villes côtières historiques » s'appuie sur la Déclaration d'Istanbul (Habitat II, 1996) et sur la Charte sur les villes historiques de l'ICOMOS (International Council of Monuments and Sites). Il est dû à l'initiative de plusieurs programmes de l'UNESCO : CSI (Plate-forme pour les zones côtières et petites îles) et MOST (Gestion des transformations sociales), fort de ses réseaux d'experts sur la ville, avec la participation du programme PHI (Programme hydrologique international) et du Centre du patrimoine, associant ainsi

Science, Sciences sociales et humaines et Culture. Aujourd'hui, la mise en œuvre régionale du projet est pilotée par les Bureaux régionaux de l'UNESCO à Beyrouth, Rabat et Venise.

[www.unesco.org/most/csihome.htm](http://www.unesco.org/most/csihome.htm)

Contacts:

[b.colin@unesco.org](mailto:b.colin@unesco.org) (SHS)

[a.suzumov@unesco.org](mailto:a.suzumov@unesco.org) (SC)



© UNESCO/Pypaert







© Léon Telvizián



© Unesco/Alexander Otte



© Fondation Hariri

Sur la côte libanaise, Saïda – l'antique Sidon – a intégré le Réseau en 2001. Elle a accueilli ses premiers étudiants, libanais

et français, dans sa Maison-laboratoire en septembre 2003 (voir encadré p. 20) et son boulevard de front de mer est aujourd'hui une promenade, tout comme à Jableh, en Syrie. Celle-ci, devenue ville pilote en 2002, projetée de créer un atelier de formation à la gestion urbaine et au développement régional, et les universités et institutions syriennes ont déjà procédé aux premiers relevés de l'habitat.

Le projet a forgé sa méthodologie et capitalisé ses acquis au fil des actions, comme le note l'évaluateur : au début, « les universités européennes ont surtout réalisé des constats (relevés d'architecture à Essaouira) et analysé et expérimenté à une échelle limitée (Maison-laboratoire de Mahdia) », puis « elles ont produit une lecture et une intelligibilité des phénomènes ainsi que des plans d'action (Omišalj). Depuis, à Saïda et Jableh, les universités accompagnent le projet en engageant des formations pour les

intervenants locaux ainsi qu'en établissant des plans d'intervention. »

L'impact en terme de sensibilisation au développement durable est manifeste, et pas seulement auprès des autorités locales. Ainsi, en Croatie, Pypaert se félicite de « l'énorme écho rencontré dans la région » : en 2001, sept unités administratives de Krk ont signé un plan pour la gestion des ressources en eau sur l'île ; Rijeka, le chef-lieu de la province, envisage de créer une école de développement durable et des Comités Agenda 21 se sont multipliés sur toute la côte croate. A Essaouira, un mouvement de contestation est né en octobre 2003 contre le projet de construction d'un complexe hôtelier le long de la Muraille.

Six ans après son lancement, le Réseau des Petites villes côtières historiques continue de s'étoffer. Outre les villes pilotes, il compte deux villes partenaires, Kotor (Serbie-et-Monténégro) et La Rochelle (France). Par ailleurs, de nombreuses conventions bilatérales ont été signées entre villes, universités et associations du Sud et du Nord de la Méditerranée. Lors de la réunion d'évaluation en décembre 2003, tous ces participants ont été unanimes : « On continue ! »

Monique Perrot-Lanaud



# LA MÉDIATION CONTRE LA VIOLENCE

*Hier comme aujourd'hui, face à la violence l'UNESCO mise sur l'éducation. Puisque la médiation permet de trouver des solutions à des conflits et à des guerres, pourquoi ne pas l'appliquer également à l'école ?*

« Si les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Cet article de l'acte constitutif de l'UNESCO démontrait, dès la naissance de l'organisation, le rôle primordial que celle-ci accordait à l'éducation pour construire un monde en paix. Les pères fondateurs ne s'attendaient certainement pas à ce que l'école, symbole de savoir et d'apprentissage de valeurs, puisse un jour être elle-même victime de la violence, comme celle qui traverse aujourd'hui certaines sociétés. Ni, a fortiori, qu'elle deviendrait un lieu où les enfants pourraient apprendre à gérer les conflits et à adopter un comportement non violent.

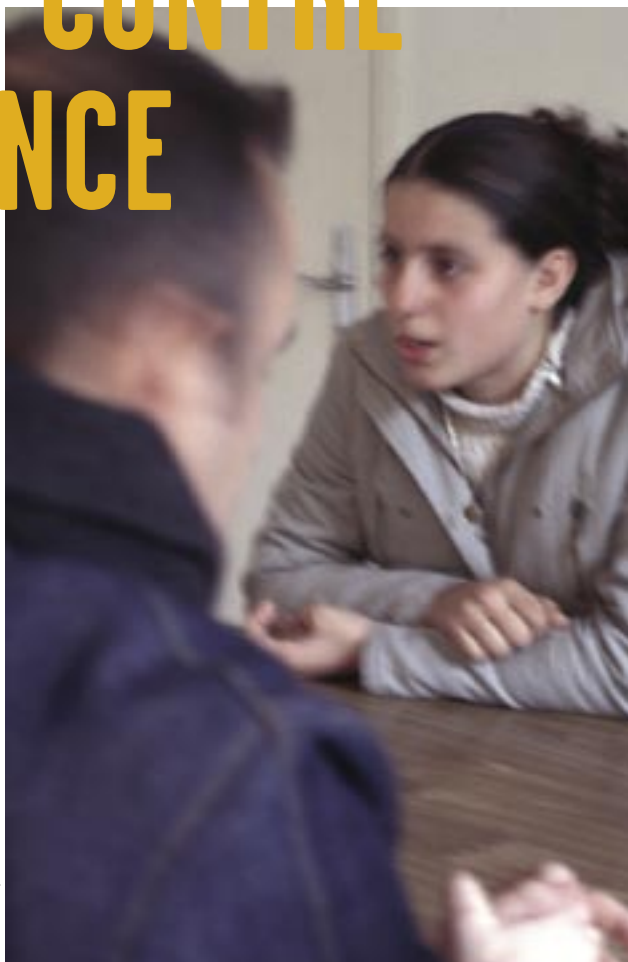
Pourquoi ne pas utiliser, à l'école, des outils pédagogiques concrets pour prévenir et transformer la violence à laquelle certains enfants sont confrontés quotidiennement ? Selon John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation à l'UNESCO, il s'agit de procéder à une transformation radicale pour « un véritable changement de leur vision du monde » mais aussi « un changement de notre façon d'éduquer, de communiquer et de vivre ensemble ».

Comment parler de culture de paix et de non-violence à l'école aujourd'hui ? Les enfants

n'ont souvent pas d'autres lieux que l'école pour mettre des mots sur ce qu'ils voient. En prenant en compte leur contexte, les enseignants peuvent créer des espaces de parole, si le besoin s'en fait sentir. Il s'agit de créer un lieu de prévention en somme, comme l'explique Antonella Verdiani, chargée du programme d'éducation à la non-violence à l'UNESCO : « Prévenir est bien sûr la meilleure solution, car lorsque le conflit explose, il est souvent trop tard ». D'où l'importance de donner aux enseignants et au personnel scolaire une formation à l'éducation à la paix. Et aux élèves la possibilité d'exprimer leurs frustrations et leur colère avant qu'elles ne dégénèrent, poursuit-elle : « Si on apprend dès le plus jeune âge à sortir cette colère de soi, on peut agir activement pour prévenir la violence ».

La non-violence est une pratique qui permet de rejeter l'agression et la violence pour les résoudre dans un sens constructif. Il s'agit d'une aspiration humaine, que des hommes et des femmes tels que Gandhi, Mahatma Ghandi ou Martin Luther King

© UNESCO/Michel Ravassard



23

**Toutes les photos de l'article ont été prises dans une classe de 4<sup>e</sup> du collège Claude-Monet d'Argenteuil (banlieue de Paris).**



► ont su mettre en pratique tout le long de l'histoire. Elle « permet de dire à l'adversaire que l'on refuse de prendre les armes, mais pas les rapports de force : car la vie est faite de conflits et il est important de savoir vivre avec et de trouver des moyens de les résoudre », poursuit la responsable du programme sur la non-violence.

« Notre objectif est de faire connaître, à travers des conférences et des publications, les pratiques de non-violence afin qu'elles puissent profiter aux écoles primaires et secondaires, inspirer des professeurs et donner naissance à des solutions pour contrecarrer la montée de la violence parmi les jeunes. Nous soutenons bien sûr les pratiques de terrain (voir article suivant). Face à ce problème qui s'est étendu sur l'ensemble de la planète, c'est la créativité et une grande capacité d'humour et surtout d'amour qui peuvent aider les divers acteurs, à tenter de transformer un conflit en rencontre. A réapprendre à rencontrer l'autre ».

*Cristina L'Homme*



24

## MÉDIATION À L'ÉCOLE :



*Dans un collège français près de Paris, où se côtoient de nombreuses cultures différentes, l'existence d'une structure de médiation permet le dialogue.*

La prof a lancé : « Ils ne m'écoutent pas ! » Les deux élèves ont rétorqué : « Elle nous persécute ! » Le ton est monté. La prof a tenté d'affirmer son autorité, les élèves lui ont demandé des comptes à la fin des cours. L'ambiance était explosive ce jour-là dans cette classe de 4<sup>e</sup> du collège Claude Monet d'Argenteuil (près de Paris). L'agressivité s'est installée. Très vite. Trop vite.

Dans ce collège classé en « zone d'enseignement prioritaire », au cœur d'un quartier dit « sensible », qui cumule des handicaps tels que le chômage, la pauvreté, la misère sociale et culturelle, et l'économie parallèle, l'ambiance « chaude » (traduire « violente ») n'est pas une nouveauté, et la situation aurait pu dégénérer très vite. Pourtant, c'est dans ce contexte qu'une solution a pu être trouvée et que l'agressivité a pu être désamorcée. Comment ? Grâce à l'existence d'une structure de médiation, créée il y a quelques



# À L'ÉCOUTE DE LA DIFFÉRENCE

années, qui a instauré un esprit différent. Pour le Principal du collège, Christian Comes, le constat est clair : l'école est un endroit de plus en plus pluri-ethnique et multi-culturel. Et la vie scolaire est malheureusement de plus en plus marquée par la confrontation des différences, la difficulté de communiquer et la violence qui en découle. C'est pourquoi il a sauté sur l'occasion quand il a entendu parler du projet d'initiation à la médiation monté par le Centre de médiation et de formation à la médiation (CMFM).

Si la médiation joue, sur le plan international, un rôle de plus en plus important dans le processus de résolution des conflits, pourquoi ne pas l'appliquer au niveau des individus, à l'école en particulier, pour transformer, par la compréhension, les mécanismes conflictuels ? C'est la conviction du CFCM, qui forme des médiateurs parmi les responsables de la ville depuis 1993. En 1997, le Centre monte, en

partenariat avec l'UNESCO, un projet pilote pour permettre à des responsables de collèges de s'initier à la médiation. Ce partenariat permet à l'idée de Christian Comes de devenir concrète en 2000. Se voulant « à l'écoute de la parole des grands comme de celle des petits », il veille particulièrement à ce que des actes, des paroles ou des décisions d'adultes ne produisent pas de sentiments d'injustice ou de blessures chez les élèves. Et à ceux-ci, il pose des limites à ne pas franchir. Car, explique-t-il, « si l'on ne permet pas l'expression, si la violence ne passe pas par le langage, elle passe par les actes ».

## ÊTRE ÉCOUTÉ SANS ÊTRE JUGÉ

Florence, professeur d'Education physique et sportive, estime que « les conflits sont plutôt simples. Au départ cela peut être une phrase (« qu'est-ce que t'as à me regarder ? »), mais la violence physique ou verbale qui suit, elle, peut





© Frank Crustaux/Gamma

méfiante : « la plupart des enseignants sont habitués à résoudre un conflit par l'autorité, explique Colette. Ils n'imaginent pas que l'écoute de l'autre puisse briser la rigidité du rapport de forces ». Laurence, aide-éducatrice, qui a suivi le stage, explique que la médiation lui a permis d'avoir accès à « une autre lecture des relations humaines, plus pudique, plus respectueuse : j'ai compris que, si un élève était agressif, c'était qu'il avait mal. »

C'est surtout du côté des élèves que la formation a eu un franc succès : environ 60 élèves sur 650 l'ont suivie en deux ans. « Nous avons organisé une permanence dans la salle, raconte Charlen, élève de 3<sup>e</sup>, médiatrice. Les élèves ont éprouvé un réel plaisir à pouvoir parler, à être entendus. Ils finissaient même par dire au prof : 'Monsieur, il faut en parler, sinon je tape'. Par contre, dès que le discours moral sur la différence et le respect des autres apparaissait, ils décrochaient. »

Saba, autre élève de 3<sup>e</sup>, également médiatrice, lance : « Au début, on nous a accusés de vouloir suivre le stage pour louper des cours ». Pourtant, lorsqu'un vol de stylos survient, un jeu organisé au Point d'écoute permet de comprendre ce qui s'est passé, et la restitution des objets. Alors, « même si les échecs sont plus nombreux que les solutions, poursuit-elle avec fierté, les solutions, c'est nous qui les trouvons ». Et la demande du Point d'écoute est de plus en plus fréquente.

La prof et les deux élèves de la classe de 4<sup>e</sup> se sont rencontrés au Point d'écoute. Ils se sont parlés d'égal à égal, et se sont dit ce qu'ils pensaient sans que le spectre de la punition ne plane au-dessus de la tête des élèves. « J'ai manqué de respect, je reconnais », a lancé l'un d'eux. « J'avais l'impression qu'elle me détestait » a répondu la prof.

*Cristina L'Homme*

être extrême ». Le principal propose aux élèves un outil : un permis en 12 points, qui donne la température des relations avec les professeurs. Et programme une réunion hebdomadaire, tous les jeudis, pour en parler. Mais, surtout, il crée un lieu pour la médiation des conflits qu'il appelle « Point d'écoute » et où deux personnes qui s'affrontent peuvent parler en présence d'un médiateur. « C'est un lieu, explique Caroline Anville, professeur de lettres modernes en 5<sup>e</sup>, où le ras-le-bol et la violence verbale peuvent être exprimés. Où l'on peut être écouté sans être jugé. »

Le procédé de médiation est simple : au début, les deux parties s'expriment séparément. « Puis le médiateur va les réunir et leur poser des questions de façon à les amener à parler de leur ressenti, poursuit Colette, l'une des formatrices. Enfin, une possible solution est suggérée. C'est le seul moment où l'écoute et l'empathie peuvent permettre de résoudre un conflit parce que l'accord, s'il est trouvé, sera respecté par les deux camps. » Caroline Anville précise : « Mais attention : la médiation n'est pas une solution miracle : le taux de réussite s'élève à 35 % ».

## REJET DU DISCOURS MORAL

Pour mettre en place une telle structure, le principal a proposé une formation à la médiation, à raison de deux jours par mois pendant quatre mois, aux adultes – documentaliste, infirmière, professeurs, animateurs... – puis aux élèves. Ils ont appris l'art de poser les questions qui ouvrent le dialogue, de réfléchir ensemble et de s'exercer grâce à des jeux de rôles...

Au début, l'attitude des adultes est plutôt

**Des policiers peuvent être appelés en cas de situations explosives (ici en 2002 à Valenciennes, dans le Nord de la France).**





© Layla Aerts/Photo News/Gamma, Paris

## « Une génération sans sida en moins d'une génération »

Ce slogan est le nom d'une nouvelle initiative mondiale de l'UNESCO adoptée par ONUSIDA, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le 4 mars dernier à Livingstone (Zambie). Il s'agit de développer l'éducation de prévention par un effort concerté qui inclura, précise le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, « le développement de programmes, de modules de formation des maîtres, de

nouvelles actions d'éducation non formelle, d'écoles et d'environnements sûrs ainsi que des contacts plus étroits entre les communautés et les écoles et une augmentation des capacités au niveau national ». Un kit pédagogique universel et adaptable aux contextes locaux devrait être élaboré et testé dans quelques pays qui sont le plus affectés par le VIH/sida, notamment en Afrique sub-saharienne.



© UNESCO/Fang Chihin Sothy

## Asie du Sud et de l'Est : 46 millions d'enfants non scolarisés

En dépit d'une augmentation significative du nombre d'enfants scolarisés au cours de la dernière décennie, environ 46 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école dans les 22 pays d'Asie du Sud et de l'Ouest, selon le Rapport régional sur l'Asie du Sud et de l'Est publié par l'Institut de la statistique de l'UNESCO.

Le Rapport révèle aussi que seule la moitié des enfants qui intègre le primaire en Inde, en République démocratique populaire lao et au Myanmar complètera ce cycle. Le Népal, le Cambodge et le Bangladesh suivent de peu, avec 35 à 38 % d'enfants abandonnant l'école avant la fin de l'école primaire.

## Guerre et biens culturels : le Deuxième Protocole

Le Deuxième protocole relatif à la Convention de la Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé est entré en vigueur le 9 mars dernier. Adopté à La Haye en 1999, il renforce les dispositions de la Convention de 1954 et de son Premier Protocole. Il réaffirme l'«immunité» des

biens culturels en temps de guerre ou d'occupation et établit la «responsabilité individuelle» des auteurs de crimes contre la culture. Il insiste aussi sur la nécessité de prendre, en temps de paix, des mesures préparatoires pour la sauvegarde de tels biens en temps de guerre. Par ailleurs, il limite partiellement la notion de «nécessité militaire impérieuse» qui autorisait des dérogations au respect du patrimoine culturel. Un Comité intergouvernemental composé de douze Etats parties sera chargé de surveiller la mise en œuvre de la Convention et de ses deux Protocoles et pourra octroyer à certains biens culturels de «la plus haute importance pour l'humanité» la possibilité de bénéficier d'une «protection renforcée».



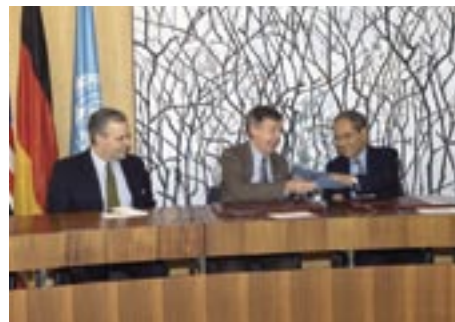
© UNESCO/G. Boccardi

## Coopération dans les sciences de la terre

Le 10 février, au siège de l'UNESCO, le directeur général, Koïchiro Matsuura, a signé deux Mémoires d'entente (MOU) avec l'US Geological Survey des Etats-Unis et avec le GeoForschungs-Zentrum d'Allemagne, afin de renforcer la coopération dans le domaine des sciences de la terre. C'est le premier accord de ce type entre l'UNESCO et les Etats-Unis depuis le retour de

ces derniers dans l'organisation, tandis qu'avec l'Allemagne il s'est agi de reconduire celui signé il y a cinq ans. Ces deux accords visent à prévenir les désastres naturels et à réduire leur impact par l'échange

de connaissances scientifiques et techniques et la consolidation des compétences professionnelles dans plusieurs domaines, dont l'observation de la Terre et des sondages en profondeur.



© UNESCO/Niamh Burke





## Les redoublements coûtent cher à l'Amérique latine

Les redoublements en Amérique latine coûtent 11 milliards de dollars par an, selon une recherche menée dans quinze pays de la région par l'Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU). Avec 8 milliards de perdus, le pays le plus touché est le Brésil, où un quart des élèves redoublent une année en primaire. Les taux de redoublement sont également élevés au Guatemala (14%) et au Pérou (11%).

Contact : Albert Motivans, ISU. E-mail:

[a.motivans@unesco.org](mailto:a.motivans@unesco.org)



© UNESCO/Eduardo Barrios

## Développement durable en Afrique de l'Ouest



© UNESCO/Bousquet

Réunis à l'UNESCO le 26 janvier, les ministres de l'Environnement de l'Afrique de l'Ouest ont appelé le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) à utiliser les réserves de biosphère de l'UNESCO dans la région comme des laboratoires pour le développement durable. Ils ont également lancé un nouveau projet concernant six réserves

de biosphère de la région, d'un montant de 6 millions de dollars et financé en partie par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF). Ce projet consistera à répertorier les animaux et les plantes des réserves et à mettre en place des structures scientifiques et institutionnelles de surveillance et de gestion de l'impact environnemental des activités humaines.

## 2003, année noire pour les journalistes

Le nombre de journalistes tués en 2003 est le plus élevé depuis 1995, selon les organisations professionnelles qui l'évaluent à une quarantaine (36 à 42). En 2002, ils étaient une vingtaine (19 à 25) contre 49 en 1995, en raison du prix élevé payé cette année-là par les journalistes algériens (22). En 2003, 14 à 19 des journalistes

tués l'ont été en Iraq, cinq aux Philippines et trois en Colombie. Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, déplore que la grande majorité des meurtres restent impunis, malgré l'engagement pris par les Etats membres de l'UNESCO lors de l'adoption par la Conférence générale de l'organisation d'une résolution en 1997.

## Déclaration sur la bioéthique : premières consultations

Le 19 décembre 2003, à Rome (Italie), les bureaux du Comité international de bioéthique (CIB) et du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB) de l'UNESCO ont rencontré les présidents de 25 comités nationaux de bioéthique de

l'Union européenne, réunis pour la fin du semestre de présidence italienne de l'Union européenne. Cette rencontre a constitué la première étape du processus de consultation que l'UNESCO met en œuvre pour élaborer la future déclaration sur des normes

universelles relatives à la bioéthique. Dans ce même but, l'organisation a lancé, en janvier 2004, une consultation écrite auprès des Etats membres, portant principalement sur l'étendue de la future déclaration. [www.unesco.org/shs/bioethics](http://www.unesco.org/shs/bioethics)

## Droits d'auteur en ligne

Près d'une centaine de textes de loi régissant le droit d'auteur et des droits connexes sont désormais accessibles en ligne. Cette liste, qui comprend des législations nationales des Etats membres de l'UNESCO, est mise à jour régulièrement par le programme des droits d'auteur de l'UNESCO. La plupart de ces textes sont traduits dans au moins une des langues officielles de l'organisation.

Sur internet : <http://portal.unesco.org/culture/fr>

Pour en savoir plus, écrire à : [copyright.law@unesco.org](mailto:copyright.law@unesco.org)



## Droits de l'homme : valoriser la recherche et la formation

Le Répertoire des instituts de recherche et de formation sur les droits de l'homme publié par l'UNESCO est le plus complet qui existe en la matière. Réalisé par le Centre de documentation en sciences sociales et humaines avec la collaboration de la Division des Droits de l'homme de l'UNESCO, il contient 20 000 références, dont 10 000 sont en ligne dans une base de données permettant une recherche croisée

<http://databases.unesco.org/dare/dareintro.shtml>

Publié pour la première fois en 1987, ce Répertoire vient de sortir sa sixième édition papier, en prévision du premier Forum mondial sur les droits humains. Celui-ci se tiendra du 16 au 19 mai 2004 à Nantes (France), à l'initiative de l'UNESCO en partenariat avec la ville de Nantes. Pour en savoir plus sur le Forum :

[www.unesco.org/shs/humanrightsforum](http://www.unesco.org/shs/humanrightsforum)

© Museo Nacional de Costa Rica



## Art en péril

Des sculptures précolombiennes de San Agustín (à droite), des vierges en bois polychrome de l'époque coloniale (écoles de Cuzco et de Quito, XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, à gauche), comme des figurines *nayarit* de

céramique du Mexique, de 300 av. J.-C. à 500 ap. J.-C., font partie de la Liste rouge des biens culturels en péril en Amérique latine. Celle-ci vient d'être

publiée par le Conseil international des musées (ICOM), une organisation non gouvernementale qui collabore avec l'UNESCO dans la lutte contre le trafic illicite du patrimoine culturel. Elle a répertorié 25 catégories de pièces précolombiennes et coloniales qui courent le risque d'être expropriées et vendues en raison de la grande demande du commerce illégal d'antiquités. Comme les autres Listes rouges établies par l'ICOM pour l'Afrique et l'Iraq, elle est un appel aux musées, maisons de ventes aux enchères, vendeurs d'art et collectionneurs afin qu'ils n'achètent pas ces objets.

<http://icom.museum/redlist/>



© Victor Gonzalez Fernandez, ICANH Colombie



29

## Amériques : deux nouvelles chaires en sciences sociales

Au début de 2004 l'Institut Ayrton Senna, au Brésil, a accueilli la nouvelle Chaire d'éducation et de développement humain, ce qui porte à 25 le nombre de chaires UNESCO dans le domaine du développement durable. Elle vise à développer toutes activités de recherche, formation, information et documentation dans ce domaine, en collaboration avec d'autres établissements supérieurs.

[www.unesco.org/education/unitwin/fr/chairs/dev-durable](http://www.unesco.org/education/unitwin/fr/chairs/dev-durable)

Au Canada, c'est à l'université de Montréal, spécialisée en architecture du paysage, qu'a été créée en février 2004 une Chaire UNESCO en paysage et environnement, première du genre au monde à ce niveau universitaire. Elle projette en particulier de créer un « Observatoire international des paysages » en coopération avec le programme Gestion des transformations sociales (MOST) et le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO.

[www.iforum.umontreal.ca/Communiques/3211.htm](http://www.iforum.umontreal.ca/Communiques/3211.htm)

## Education : engagement renouvelé du Groupe E-9

Les ministres de l'Éducation des neuf pays à forte population – Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria et Pakistan – ont réaffirmé leur engagement à l'Éducation pour tous (EPT) et leur volonté de renforcer leur coopération dans ce but, lors de leur rencontre au Caire (Égypte) en décembre 2003. Connus comme le Groupe E-9, ces pays, où vit la moitié de la population mondiale, comptent 70 % des adultes analphabètes et plus de 40 % des enfants non scolarisés.

Dans leur déclaration finale, les ministres ont souligné l'augmentation des taux de scolarisation, d'alphabétisation (particulièrement chez les femmes) et de l'accès à la protection et à l'éducation de la petite enfance, mais reconnu qu'ils devaient toujours « faire face à de nombreux



© UNESCO/Brendan O'Malley

défis». Ils s'inquiètent aussi du fait que leurs pays attendent toujours des financements additionnels promis pour l'EPT dans le cadre de la Fast Track Initiative (FTI), une initiative multilatérale organisée par la Banque mondiale, et ont appelé la communauté internationale à « revoir la question des conversions de créances en faveur de l'éducation afin de soutenir les efforts entrepris par les pays pour mobiliser des ressources destinées à l'EPT ».



# PETITES ÎLES GRANDS ENJEUX

grand-  
angle

30

**Loin** du paradis dépeint par Hollywood, les petits États insulaires sont des endroits très vulnérables, dont le développement se heurte à de nombreux obstacles : population limitée, manque de ressources, isolement ou catastrophes naturelles. Leurs économies, généralement modestes, dépendent souvent du tourisme. Les tarifs pratiqués dans les transports et les communications y sont élevés et les infrastructures et l'administration coûteuses.

Les preuves poignantes de leur fragilité ne manquent pas : en février 2004, des marées exceptionnelles ont submergé de larges parties de Tuvalu, un petit État insulaire dans le Pacifique. Cet État risque bel et bien d'être rayé de la carte si le niveau de la mer continue d'augmenter avec le réchauffement climatique. Un mois plus tôt, l'île de Niue, également dans le Pacifique, avait été ravagée par le cyclone Heta et la plupart de ses habitants ont dû trouver refuge en Nouvelle-Zélande. Leur volonté de revenir et de rebâtir leur nation montre que leur détermination va bien au-delà de la simple capacité à surmonter une épreuve.

Ce dossier présente une série d'instantanés sur la façon dont les habitants des petites îles vivent aujourd'hui, alors que leur sort va être l'objet d'une réunion internationale en septembre 2004 à Maurice (voir page 32). Un sort qui nous intéresse tous, car, comme l'explique le géographe Louis Brigand, les petites îles nous renseignent avec précision sur des phénomènes qui sont à l'œuvre à l'échelle de la planète.



© UNESCO/Andes/CZAP/ASA

grand-  
angle

31

## ÎLES UNIVERSELLES, UNIVERS DES ÎLES

**Louis Brigand, professeur de géographie à l'Université de Brest (France) et conservateur de la réserve naturelle d'Iroise, en Bretagne, où il vit et travaille. Il explique pourquoi ce qui est essentiel dans une petite île l'est aussi bien dans l'Atlantique que dans le Pacifique Sud.**

### Quelle est la définition d'une île ?

Il y a presque autant de définitions qu'il y a d'îles. La définition la plus basique, c'est « une terre entourée d'eau de tous côtés ». Mais les organismes internationaux ont des critères qui ne sont pas toujours les mêmes. Selon, cela peut être la surface de l'île, son éloignement par rapport au continent, son statut en termes de peuplement humain, si elle est habitée ou pas habitée, le nombre d'habitants... Pour sa part, la Communauté européenne considère que s'il y a une capitale sur une île ce n'est plus une île.

D'un certain point de vue, par exemple celui du biologiste, le sommet d'une montagne, une bouse de vache ou une clairière dans une forêt sont aussi des îles. Certains géographes vont jusqu'à dire que la terre est une île au sein de l'univers.

### L'isolement est-il un élément important dans la définition d'une île ?

C'est essentiel. Toutes les définitions y font référence, que ce soit sur les plans géographique, économique, politique, culturelle... Les cinéastes, les artistes, même les militaires et les religieux, tous s'intéressent aux îles. Ce sont des lieux ▶

Ci-dessus. North Male Atoll (Maldives).

À droite. Cette espèce d'iguane n'existe que sur les îles Galapagos (au large de l'Équateur), inscrites sur la Liste du Patrimoine mondial.

Dossier réalisé par Peter Coles.

Remerciements à David Becker, Dominik Bretteville, Tim Curtis, Ralph Regenvanu et Itaka Schlubach pour leur aide et leurs conseils.



# Quel avenir pour les petits États insulaires ?

« **Vulnérabilité** » et « **résilience** » : ces deux termes reviennent très souvent dans les discussions sur les 41 petits États insulaires en développement (SIDS en anglais pour *Small Islands Developing States*)\*. Résilience<sup>1</sup>, car, malgré leurs problèmes - petite taille, isolement, exposition aux désastres naturels, etc. - les sociétés insulaires traditionnelles ont réussi depuis des siècles à maintenir un équilibre viable entre leur environnement et leurs ressources. Pour elles, la mer a plus souvent facilité qu'empêché la communication et le commerce. Mais l'industrialisation, sur place comme ailleurs dans le monde, est en train de changer cet équilibre - à leur

désavantage. Ainsi, le **changement climatique** risque d'augmenter la fréquence et la gravité des désastres naturels qui frappent les îles. Et une nouvelle augmentation du niveau de la mer, ne serait-ce que de quelques centimètres, pourrait menacer le développement durable, la vie et même l'existence de certaines d'entre elles, comme Tuvalu ou les Maldives. **Beaucoup de ces micro-États** n'ont pas les ressources nécessaires qui leur permettraient de diversifier leur économie et d'espérer jouer une part dans l'économie mondiale. La force de la plupart d'entre eux réside dans la durabilité de leurs économies de subsistance, souvent enracinées

dans les traditions et le savoir local. Mais ceux-ci sont largement ignorés par les formes de développement à l'occidentale qui s'imposent un peu partout, bien qu'elles ne soient pas viables pour beaucoup d'îles. **C'est pourquoi, en 1994**, deux ans après le Sommet de la Terre de Rio, la communauté internationale s'est réunie à Bridgetown (La Barbade), à la Conférence mondiale sur le développement des petits États insulaires. Celle-ci a élaboré un programme d'action qui porte sur quinze domaines d'extrême vulnérabilité pour les petits États insulaires, appelant des initiatives urgentes aux niveaux national, régional et international. Il s'agit notamment

de l'environnement (changement du climat, élévation du niveau de la mer...), des ressources en eau potable, des désastres naturels et de la biodiversité. **Dix ans après**, du 30 août au 3 septembre 2004, Maurice accueillera une réunion internationale pour évaluer l'application de ce programme d'action. Cette rencontre portera donc sur les mêmes sujets qu'à La Barbade, mais beaucoup d'autres questions brûlantes seront également à l'ordre du jour à Maurice, du commerce et de la sécurité à la diversité culturelle en passant par la gestion du savoir pour la prise de décision. **L'UNESCO participe activement** à ce processus, baptisé

« La Barbade + 10 ». Sa contribution consiste à créer toutes sortes de passerelles et de réseaux pour promouvoir une coopération efficace entre les différents partenaires et secteurs de la société, entre les régions et entre les générations. Au-delà, l'organisation souligne l'importance de la culture, de l'éducation et du rôle des jeunes dans les nouveaux efforts qui doivent être accomplis en faveur des petites îles.

1. capacité à survivre aux traumatismes et à se développer malgré l'adversité.

grand-angle

32



Pour en savoir plus

\* [www.un.org/esa/sustdev/sids/sidslist.htm](http://www.un.org/esa/sustdev/sids/sidslist.htm)

L'UNESCO et les SIDS :  
<http://portal.unesco.org/islandsBplus10>  
et  
[www.smallislandsvoice.org](http://www.smallislandsvoice.org)

Programme d'action des Barbades  
[www.sidsnet.org/docshare/other/BPOA.pdf](http://www.sidsnet.org/docshare/other/BPOA.pdf)  
Conférence à Maurice  
[www.sidsnet.org/](http://www.sidsnet.org/)

Parfois, il faut beaucoup marcher pour l'eau, comme ici au Cap-Vert. Mais sur certaines îles, il n'y a pas d'eau du tout.



© UNESCO/Dominique Roger



© UNESCO/ Claire Servoz

**Le crabe Sally Lightfoot (Grapsus grapsus) est spécialement adapté aux conditions de vie des îles Galapagos et n'existe nulle part ailleurs.**

► de recueillement. C'est là où ont été fondés des ermitages et des prisons. Ce sont des fonctions très classiques des îles, liées à leur isolement.

### **L'insularité est un peu la même partout dans le monde ?**

On retrouve sur les îles de Bretagne tout ce qui fonde l'insularité ailleurs. Les problèmes sont les mêmes quelles que soient les latitudes. Ainsi, il y a un problème d'eau à Molène (France) et pourtant c'est une région bien arrosée.

Les petits États insulaires ont souvent pris le statut d'État progressivement en se détachant d'un État continental. Parfois, dans certains archipels, chaque île cherche à prendre son autonomie. En Bretagne, toutes les petites îles sont regroupées entre elles au sein d'une association qui existe depuis vingt-cinq ans (les îles du Ponant) et qui a un budget assez important. C'est aussi une façon de s'affirmer par rapport à l'État central et au continent.

### **Est-ce qu'il existe différents types d'îles ?**

Sur le plan géographique il y a deux grandes catégories. Il y a l'île précontinentale, qui est liée soit à des phénomènes de remontée ou de baisse des eaux, soit à des effets de fractionnement, et l'île volcanique, qui apparaît d'un seul coup. Les îles précontinentales sont des parties du continent qui se trouvent isolées à un moment donné de l'histoire géologique. Le phénomène volcanique est d'une autre nature. On retrouve les grandes îles volcaniques surtout le long des rides atlantiques ou pacifiques. On voit aussi que, sur les îles volcaniques, la façon d'organiser l'espace ou la façon de circuler ne sont pas de la même nature que sur les autres îles. Il y a le cône et des pentes. Ce sont des îles où, souvent, la route fait tout le tour mais où l'on ne va pas forcément vers le haut. Et, souvent aussi, elles sont en archipel.

### **Est-ce qu'une île reste une île si elle est reliée au continent par un pont ?**

Pour moi c'est une rupture d'une des composantes très fortes de ce qui fait l'île. Sur toutes ces petites îles, qui sont proches du continent, même à quelques dizaines de mètres, le fait qu'il y ait une rupture due à la présence de la mer change complètement les choses.

Et il existe d'autres types de ponts, que l'on n'évoque pas. Il y a par exemple le pont électrique, c'est-à-dire l'électricité qui vient par câble sous-marin. De même sur une île où l'on installera une canalisation d'eau provenant du continent, on n'aura pas du tout la même conscience de l'utilisation de l'eau et de sa rareté, et de la façon de la consommer. À Molène il y a un impluvium, et quasiment toutes les maisons ont des citernes.

Arriver sur une île par un pont, c'est frustrant. Le temps de battement entre le continent et l'île, qu'il soit dû à l'arrivée en avion ou en bateau, c'est ce qui fait la différence.

On veut toujours faire aller sur l'île le plus vite possible. Je ne suis pas sûr que cela corresponde à ce que les gens cherchent quand ils vont sur les îles. Ils ne cherchent pas forcément à gagner un quart d'heure sur la traversée, qu'au contraire ils prennent souvent un grand plaisir à faire.

### **L'île a souvent une grande importance pour le marin ?**

Quand on regarde les cartes anciennes, ce qui me frappe toujours, c'est de voir que les îles sont toujours représentées et leur surface est souvent surdimensionnée par rapport à la réalité, ce qui souligne l'importance de l'île pour le marin.

Pour lui, une île est la première terre que l'on va toucher avant d'aborder le continent ; quand on quitte le continent c'est la dernière. Pour le marin, l'île représente à la fois le danger et ce

grand-angle

33



© UNESCO/Peter Coles

**Depuis plus de vingt-cinq ans, Louis Brigand fait des recherches, enseigne et écrit sur les petites îles – une histoire d'amour qui a commencé lorsque, adolescent, il allait chercher des lapins sur l'île inhabitée de Beniguet en mer d'Iroise (Bretagne).**



► qui peut sauver, en permettant de se reposer, de faire une escale, de trouver une femme...

### Qu'est-ce qu'un scientifique va étudier sur les îles ?

C'est extrêmement variable. Sur les toutes petites îles, les îlots, il y a des milliers de choses à étudier. Par exemple, les biologistes ont travaillé sur les espèces endémiques, qui ont été isolées par l'insularité et n'ont donc pas les mêmes caractéristiques que les espèces continentales. Les sociologues, eux, vont travailler sur des aspects liés aux populations, parce que là aussi il y a des traits qui ont été conservés du fait de l'isolement. Et les botanistes, sur l'adaptation de la végétation par rapport à des caractères climatiques qui y sont spécifiques.

Par exemple, sur les îles en Bretagne, du point de vue archéologique il y a énormément de choses qui ont été préservées justement parce qu'il n'y a pas eu de labours profonds ni d'habitat très dense.

Même sur de tout petits îlots, on se rend compte qu'on peut rapidement y développer quasiment toutes les disciplines scientifiques.

Aussi, comme l'île se trouve entourée d'eau sur tous les côtés, plus elle est petite, plus elle est soumise à l'érosion, aux courants, etc. On va donc noter des modifications des traits de la côte avec une force beaucoup plus grande que sur le continent. C'est pourquoi elles deviennent des lieux intéressants à suivre, qui renseignent sur des phénomènes à l'œuvre à l'échelle de la planète.

Ce n'est pas un hasard si beaucoup d'îles bénéficient de statuts de protection, de conservation, et de la mise en place de réserves naturelles ou de réserves de biosphère...

### Avez-vous une île préférée ?

Je n'arrive pas à établir une hiérarchie... Mais les plus belles ne sont-elles pas les îles imaginaires ?

*Propos recueillis par Peter Coles*

grand-angle

34

CHANGEMENT CLIMATIQUE

# CHRONIQUE D'UNE DISPARITION

**Les îles coralliennes de Tuvalu dans l'océan Pacifique sont vouées à disparaître avec la montée du niveau de la mer, due au réchauffement de la planète.**

**Désormais, certains habitants de Tuvalu ont les pieds dans l'eau six mois par an.**

Panapase Nelisoni a hérité d'une responsabilité peu courante. Rares sont en effet les Secrétaire de gouvernement chargés de planifier la fin de leur nation. Il faut dire que la menace qui plane sur Tuvalu est peut-être sans précédent dans l'histoire humaine : la disparition sous l'eau d'une nation insulaire tout entière.

« Nous ne pouvions pas rester les bras croisés sans rien faire », me dit Panapase, dans un petit bureau de l'immeuble blanc d'un étage qui abrite l'essentiel du gouvernement de Tuvalu. « Jusqu'ici, nous avons obtenu l'accord de la Nouvelle-Zélande pour accueillir 75 personnes par an ». Un « plan d'immigration », insiste-t-il, plutôt qu'une « évacuation ». Quoi qu'il en soit, les 11 300 habitants de Tuvalu sont sur le point de commencer à quitter leurs foyers. « Nous ne savons pas ce que nous réserve l'avenir, poursuit-il. Nous risquons de perdre notre culture et notre identité en tant qu'habitants de Tuvalu. Il faudra du temps pour que notre peuple l'accepte, une fois que nous serons dans un autre pays. »

Le lendemain, alors que le soir étire les ombres des cocotiers et des pandanus le long du rivage de l'atoll de Funafuti, des flaques commencent à se former autour de la piste d'atterrissage. L'eau sourd de petits trous dans le sol, sous l'effet de la marée haute qui fait remonter l'eau de mer à travers le centre de l'île. C'est la raison pour laquelle la construction de digues autour d'atolls comme Tuvalu n'a pas de sens – la roche de corail est poreuse et les îles sont inondées de l'intérieur.



© Patrick Aventurier/Gamma, Paris

# ANNONCÉE

Lorsque la marée commence à se retirer, sur de vastes surfaces le niveau de l'eau atteint 30 cm.

Hilia Vavae, météorologue à Tuvalu depuis des décennies, patauge dans l'eau qui entoure son bureau. « Les inondations se sont énormément accentuées, déclare-t-elle. En 2003, nous avons été inondés pendant les grandes marées de novembre, décembre, janvier, février et mars. Quand je suis arrivée à la Météorologie nationale en 1981, on ne voyait cela qu'au mois de février ».

D'autres signes témoignent de la montée du niveau des eaux. Les plantations de *pulaka*, une racine comparable au *taro*, souffrent de l'intrusion d'eau salée : à certains endroits, les trois quarts des plantes sont mortes, ce qui oblige les gens à dépendre des aliments importés. Par ailleurs, Tepuka Savilivili, une petite île située en bordure de l'atoll de Funafuti, a été balayée par les vagues il y a quelques années et a vu sa végétation détruite. Les habitants de Tuvalu y voient un signe avant-coureur de ce qui attend le reste de leur pays.

Malgré cela, certains accusent les habitants de Tuvalu d'être les artisans de leur propre malheur, citant la surpopulation, l'exploitation de la nappe phréatique ou l'extraction de sable au fond de la

mer pour expliquer les problèmes d'inondation et d'érosion. Mais les îliens font valoir que l'érosion la plus grave se manifeste dans des zones inhabitées de l'atoll, loin de toute perturbation humaine.

L'impact de la montée du niveau de la mer est désormais visible dans les zones de basse altitude partout dans le monde, comme aux Maldives dans l'océan Indien. Les atolls, qui s'élèvent rarement à plus de 50 centimètres au-dessus du niveau de la mer, sont particulièrement vulnérables. D'après le professeur Patrick Nunn, expert en sciences de la terre et des océans à l'Université du Pacifique sud à Fidji, le niveau de la mer augmente de un à deux millimètres par an. Le Panel intergouvernemental des Nations Unies sur le changement climatique prévoit des augmentations comprises entre 9 et 88 centimètres au cours de ce siècle. « De nombreuses régions côtières de basse altitude vont disparaître, indique le Pr Nunn. D'ici cinquante ans, la géographie de la région Pacifique sera complètement différente de ce qu'elle est aujourd'hui ».

Mark Lynas

**Dans cinquante ans, avec la disparition de certaines îles, l'océan Pacifique pourrait être bien différent.**





## CULTURE

## LA PAIX ET LE RESPECT

**A Vanuatu (Mélanésie), un des pays qui possèdent la plus grande diversité linguistique et culturelle au monde, un réseau unique d'enquêteurs de terrain aide à maintenir un héritage essentiellement oral, qui a bien failli disparaître.**

Bosen Napu nous conduit en file indienne à travers la forêt tropicale puis par le chemin tortueux qui descend à flanc de canyon. La côte est loin derrière nous. Mieux vaut marcher pieds nus, explique-t-il, pour avoir une meilleure prise sur cette terre noire et volcanique. Arrivés en bas, nous attaquons tout de suite l'ascension presque verticale de l'autre versant pour déboucher sur une vaste clairière ombragée par des banians géants. Des hommes et des garçons, nus à l'exception de leur *namba*, leur étui pénien, sont assis en rond dans ce *nakamal*. C'est un lieu sacré, consacré à la danse et aux réunions, au sommet des fraîches montagnes de Tanna, au sud de Vanuatu.

**Qu'est-ce que ces enfants de Yenaoloul, sur l'île de Tanna, pourront garder de leur mode de vie ?**

D'un *nakamal* à l'autre, nos pas ne suivent pas seulement un chemin physique. Ils retracent et réaffirment aussi une multitude d'autres relations que j'ignore – liens de parenté, liens sociaux et généalogies personnelles remontant aux « pierres magiques », dont les habitants de l'île disent descendre. Presque chacun des arbres, des pierres,

des animaux et des lieux que nous rencontrons est investi de plusieurs couches de sens.

Bosen est enquêteur de terrain. Il fait partie des volontaires, 60 hommes et 40 femmes, qui participent au programme lancé à la fin des années 1970 par le Centre culturel de Vanuatu pour préserver et promouvoir l'histoire orale du pays. Notamment le *kastom*, dont la traduction la plus proche serait « tradition », mais il s'agit de beaucoup plus que cela. Lorsque Vanuatu devint indépendant en 1980, *kastom* était le cri de ralliement qui unissait les 13 îles principales et 70 îlots de l'archipel mélanésien, avec leur centaine de langues et presque autant de variations culturelles.

### PAYER EN DÉFENSES DE COCHON

Le rite cérémoniel du *kastom* est toujours très vivant, avec des différences dans les îles du nord, comme Santo, Ambae, Pentecost et Malakula, et celles du sud, comme Efate, Erromango et Tanna. Au nord, lorsque les hommes (et parfois les femmes) deviennent prospères, ils peuvent décider de s'élever à un statut supérieur au cours de cérémonies spéciales, utilisant comme paiement des défenses de cochon, des nattes, des ignames et du *kava* (cette racine donne une boisson sacrée qui occupe une place centrale dans la communauté masculine de Vanuatu). Au sud,

la société n'est pas aussi clairement hiérarchisée – et le cochon est plus prisé que ses défenses !

Mais le *kastom* ne se résume pas à ces flamboyantes cérémonies, qui peuvent nécessiter le concours de centaines de personnes et des années de préparation. « Cela a à voir avec la paix et le respect », explique Bosen, les pratiques traditionnelles consistant, d'une manière ou d'une autre, à préserver l'harmonie entre les générations, entre les familles ou simplement entre la vie humaine et la nature qui l'entoure.

Le *kastom* a subi différentes attaques, depuis que les premiers Blancs se sont installés au XIX<sup>e</sup> siècle dans les îles – après les visites aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles de l'Espagnol de Quiros, du Français Bougainville et de l'Anglais James Cook, qui les porta sur la carte. À partir des années 1860, et non sans rencontrer une féroce résistance, les missionnaires catholiques, protestants et anglicans détournèrent les convertis du *kastom*, relayés ensuite par la législation coloniale française et britannique. Aujourd'hui, c'est l'école qui fait peser une menace sur le *kastom* (voir page 40).

## FORMÉS À L'ENQUÊTE ETHNOGRAPHIQUE

Pourtant, dans la zone reculée de Yenaoloul où il m'a conduit, Bosen explique que les gens ont abandonné les vêtements de l'homme blanc qu'ils portaient il n'y a pas si longtemps encore. Lorsqu'il était jeune, lui-même avait quitté Tanna pour travailler dans un abattoir, à Port-Vila, la capitale, sur l'île d'Efate. Mais, explique-t-il, « je ne faisais que travailler, transpirer et je mangeais mal ». Il a décidé de rentrer au pays.

En 1990, un des chefs de l'île lui a demandé de devenir enquêteur chez lui, à Tanna. Le Centre culturel a fourni à Bosen un magnétophone, des piles et des cassettes et une formation de base à l'enquête ethnographique. Il a ainsi appris à dessiner des diagrammes de parenté et des arbres généalogiques ou à dresser des listes de mots.

« Je marche de *nakamal* en *nakamal*, explique Bosen, et je demande aux gens s'ils mènent une vie conforme au *kastom*. Si c'est le cas, j'enregistre leurs histoires. Je ne critique pas. Je leur raconte l'histoire de l'homme qui va à la pêche à la tortue : il grimpe sur un rocher pour avoir une meilleure vue et, lorsque ce rocher se met à bouger, il réalise qu'il était juché sur une tortue. Et je rappelle aux gens : "Tout ce dont vous avez besoin est à vos pieds" »

Chaque année, Bosen se rend à Port-Vila pour participer, avec les enquêteurs des autres îles, à un atelier de formation et d'échange de deux



© UNESCO/Peter Coles



© UNESCO/Peter Coles

semaines. Créés en 1982, ces ateliers travaillent, à partir des matériaux récoltés, sur un thème différent chaque année, comme le langage en 2003 ou l'éducation traditionnelle des enfants l'année précédente. Les femmes enquêtrices tiennent leur propre atelier, deux semaines avant les hommes.

## UNE BANQUE POUR LA CULTURE

Au Centre culturel à Port-Vila, Ambong Thompson, originaire de Malakula, est responsable des archives audio. Il répertorie les cassettes envoyées par les enquêteurs dans une base de données informatique avant de les ranger dans la « pièce taboue », ainsi baptisée parce que certaines contiennent des informations secrètes, concernant par exemple seulement quelques membres d'une famille ou d'un clan. « La pièce taboue est comme une banque pour nous ; nous y déposons tout notre savoir culturel », indique-t-il.

Depuis quelques années sont également conservées des archives vidéo. « Nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes car nous n'avons pas les moyens d'aller filmer tous les événements sur place », explique Ralph Regenvanu, le directeur du Centre culturel. Mais, plutôt que de chercher des fonds supplémentaires, « il s'agit plutôt, précise-t-il, d'apprendre aux enquêteurs à utiliser le matériel de sorte que, lorsqu'un

En haut.  
Généralement, seuls les hommes peuvent pénétrer l'enceinte sacrée du *nakamal*, pour débattre ou danser.

En bas.  
Au Centre culturel de Vanuatu, à Port-Vila, Ambong Thompson règne sur plus de mille cassettes d'histoire orale, à archiver sur CD.

grand-angle

37



► événement est prévu, nous n'ayons plus qu'à mettre une caméra dans une boîte et à la leur envoyer pour qu'ils tournent eux-mêmes les images ».

Il y a quatre ans, des subventions de l'UNESCO ont permis au Centre d'acheter des caméras numériques et du matériel de montage pour pouvoir produire des documentaires diffusables. « Jusqu'ici, l'accent était mis sur les archives, poursuit Regenvanu. Or, le niveau de développement aujourd'hui atteint par le pays rend nécessaire de retourner ces matériaux aux gens afin de les sensibiliser à leur propre culture ».

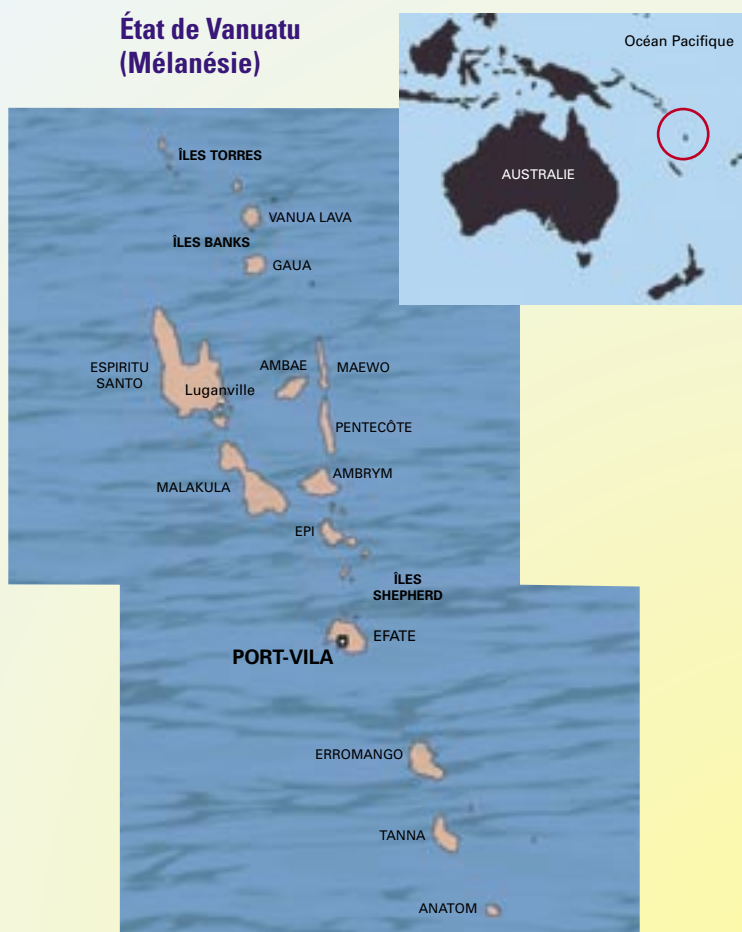
Le Centre culturel anime un programme à la télévision nationale deux fois par mois et une émission à la radio nationale chaque semaine. Celle-ci est réalisée par Ambong, fort de ses vingt années de radio, avec les entretiens enregistrés avec les enquêteurs et d'autres habitants de l'île sur leur culture.

« Les gens s'éloignent du *kastom*, déclare Jacob Kerere, directeur des archives audiovisuelles du Centre et chef cameraman. Mais les programmes que nous faisons aident à les y ramener. À mes yeux, ça augure plutôt bien de l'avenir ».

grand-angle

38

## État de Vanuatu (Mélanésie)



## URBANISATION

# LE DILEMME DE PORT-VILA

**Capitale de Vanuatu, Port-Vila connaît des problèmes économiques et sociaux liés à une urbanisation rapide, auxquels s'ajoute la perte de la culture traditionnelle.**

A première vue, Port-Vila, la capitale de Vanuatu sur l'île d'Efate, est une ville assoupie. Pourtant, la délinquance augmente au rythme du chômage des jeunes, les maladies sexuellement transmissibles font des ravages et, lorsque les femmes sont victimes de violence, elles n'ont guère à espérer de la justice. Vila, comme on l'appelle, attire de plus en plus d'habitants des îles voisines à la recherche d'un travail, souvent pour pouvoir assurer la scolarité de leurs enfants (voir p. 40). Certains finissent par payer un prix bien plus élevé : la perte de leur culture traditionnelle.

« Lorsque les gens des autres îles arrivent, ils cherchent à rester ensemble, comme au village », explique Jacob Kerere. Directeur de l'unité audiovisuelle du Centre culturel de Vanuatu à Vila, lui-même fait office de médiateur auprès des personnes originaires de Tanna, comme lui. « Vila change leur vie, assure-t-il. On voit des gens calmes

devenir brusquement agressifs ». L'ambivalence est palpable à Vila, où la tradition – dite *kastom* (voir p. 36) – se heurte aux lumières de la vie urbaine et mondialisante. A 25 ans, Frank, qui travaille dans un centre de jour sur le VIH/sida à Vila, créé par le groupe de théâtre communautaire Wan Smolbag, en est un pur produit, n'hésitant pas à affirmer d'un côté : « Les jeunes ne veulent pas suivre les vieilles croyances ni écouter les chefs. C'est mieux d'aller à l'école et d'avoir un travail » et de l'autre : « On vit mieux dans les îles. On peut aller où on veut et il y a toujours à manger. Ici, si vous voulez une noix de coco, il faut l'acheter ». A Vila, le travail, et par conséquent l'argent, n'est pas toujours au rendez-vous.

Une culture hybride prospère dans la capitale. Ainsi, le sacro-saint *nakamal* traditionnel, où dans les îles les hommes boivent le *kava* à la tombée du jour, est devenu à Vila une sorte de bar, où hommes et femmes viennent se détendre après une dure journée de travail, vidant de leur sens les rituels traditionnels.



«Je roule avec l'essence de noix de coco de Vanuatu. Pour soulager une lourde facture d'énergie, due à l'importation de diesel, Vanuatu se tourne vers ses propres ressources.



© UNESCO/Peter Coles

grand-angle

39

Le *kastom* survit malgré tout à Vila. On recourt à la justice traditionnelle pour régler des conflits typiquement urbains, comme l'adultère ou le vol. Dans les « tribunaux du *kastom* », chacune des parties verse à l'autre des réparations, comme un cochon ou des nattes, on échange une poignée de main et, raconte Jacob Kerere, « le jour même, nous buvons le *kava* ensemble, comme s'il n'y avait jamais eu de problème. Si vous ne réglez pas le conflit par le *kastom*, vous restez ennemis pour la vie ». Lorsque des conflits éclatent entre communautés d'îles différentes, précise-t-il, « ils peuvent impliquer des groupes entiers. La police ne peut y mettre un terme. Seuls les chefs ont ce pouvoir ».

D'après un sondage réalisé par le Projet Jeunes du Centre culturel de Vanuatu, les jeunes préfèrent être jugés par ces tribunaux traditionnels, notamment parce que la police a la réputation d'être brutale. Parfois, le jugement renvoie le jeune contrevenant sur son île d'origine – un retour qui ne va pas toujours de soi. « Ils perdent le sens du *kastom* et oublient leur rôle ici », déplore Sam Bosen, qui mène une vie traditionnelle à Tanna (voir p. 36). « C'est comme s'ils étaient morts pour nous. Ils partent et lorsqu'ils reviennent, ils ne savent plus faire les cérémonies. Ils n'ont ni cochon, ni igname. Ça fait rire les gens qui disent : 'Après toutes ces années passées à Vila, si tout ton argent ne te sert qu'à acheter un cochon, alors qu'as-tu gagné?' »

**Sibley Nyass, professeur d'anglais, reste très attaché à sa culture et à sa famille, chez qui il retourne le week-end. Pour un jeune homme, les dreadlocks sont un signe de maturité.**



© UNESCO/Peter Coles





# ÉDUCATION OU ALIÉNATION ?

ÉDUCATION

© UNESCO/Peter Coles

Dans les collines isolées de Tanna, les enfants grandissent toujours dans la tradition.

**A Vanuatu, le système scolaire détourne les enfants de leur langue et de leur culture d'origine. Un nouveau projet tente d'inverser le phénomène et d'utiliser au contraire l'école pour les renforcer.**

Ralph Regenvanu, directeur du Centre culturel de Vanuatu, ne mâche pas ses mots lorsqu'il évoque le système éducatif du pays. « L'école est un des principaux facteurs de rupture dans la transmission de la culture, dit-il. Nous voulons que l'éducation soit en rapport avec les besoins et de la communauté, et des enfants, afin que ceux-ci se sentent autonomes et forts au sein de leur propre communauté et non étrangers ». C'est la raison pour laquelle le Centre culturel et certaines organisations non gouvernementales aident le ministère de l'Éducation à introduire des changements radicaux dans les programmes. « C'est ambitieux, reconnaît-il, et nous en sommes encore très loin actuellement ».

Aujourd'hui, explique-t-il, les enfants de Vanuatu suivent une éducation primaire dans leurs villages, soit en français, soit en anglais, et les matières enseignées sont très éloignées de leur quotidien. Les 20 % d'entre eux qui réussissent l'examen d'entrée peuvent aller dans une école

secondaire, le plus souvent sur une autre île, à des centaines de kilomètres de chez eux.

Mais le coup fatal porté à la vie traditionnelle est le départ des parents pour la ville – Port-Vila sur l'île d'Efate ou Luganville sur l'île de Santo – en quête d'un travail leur permettant de payer les frais de scolarité. Ces efforts n'empêchent pas que « seulement moins de 2 % des enfants vont à l'université et [que] la majorité d'entre eux se retrouvent hors du système », déplore Ralph Regenvanu. Les baraquements qui ont poussé autour de Vila abritent ainsi de nombreuses familles qui ont tout quitté pour payer l'éducation de leurs enfants et n'ont plus les moyens de rentrer chez elles.

## APPRENDRE DANS SA LANGUE

La clé du nouveau programme scolaire, déjà mis en place en première année de primaire dans les zones rurales, consiste à enseigner dans la langue vernaculaire. « Le meilleur passeport pour l'alphabétisation est la langue maternelle », assure Ralph Regenvanu. Si le Centre culturel défend cette option depuis les années 1980, ajoute-t-il, l'idée n'a pris son essor qu'après avoir reçu le soutien de la Banque mondiale, à la suite d'une enquête.

Les dessins de sable de Vanuatu sont un moyen de communication sophistiqué. Ils ont récemment été proclamés chefs-d'œuvre du Patrimoine immatériel de l'humanité.



© Vanuatu National Cultural Council



© Vanuatu National Cultural Council

« Vanuatu peut se vanter d'avoir la plus forte concentration de langues par habitant au monde ; on en recense près de 106 pour une population d'environ 200 000 personnes », explique-t-il. Plus de 80 langues sont encore parlées, mais 17 sont menacées et 8 ont déjà disparu. Malakula compte à elle seule 34 langues pour une population de 18 000 personnes. Et de nombreuses personnes parlent trois, voire sept langues vernaculaires.

Mais avant de mettre au point du matériel pédagogique, il faut écrire ces langues vernaculaires et établir une orthographe. Jusqu'ici, dit Regenvanu, ce travail a été effectué pour 16 langues. « Notre matériel, vraiment basique, se compose de trois livres pour chacune : un sur l'alphabet, un sur les oiseaux et un sur les poissons ». Il espère qu'il sera un jour disponible dans au moins 40 langues. « Certaines d'entre

elles sont en train de mourir, insiste-t-il. C'est inévitable. Il s'agit juste d'en garder une trace pour la postérité ».

« Le programme s'appuiera sur le calendrier saisonnier, qui organise la vie traditionnelle, ajoute-t-il. C'est le cycle de l'igname – du *taro* dans certaines îles –, scandé par le temps des plantations ou de la ponte des poissons, qui sont autant de marqueurs biologiques et environnementaux rythmant les différentes périodes de l'année ».

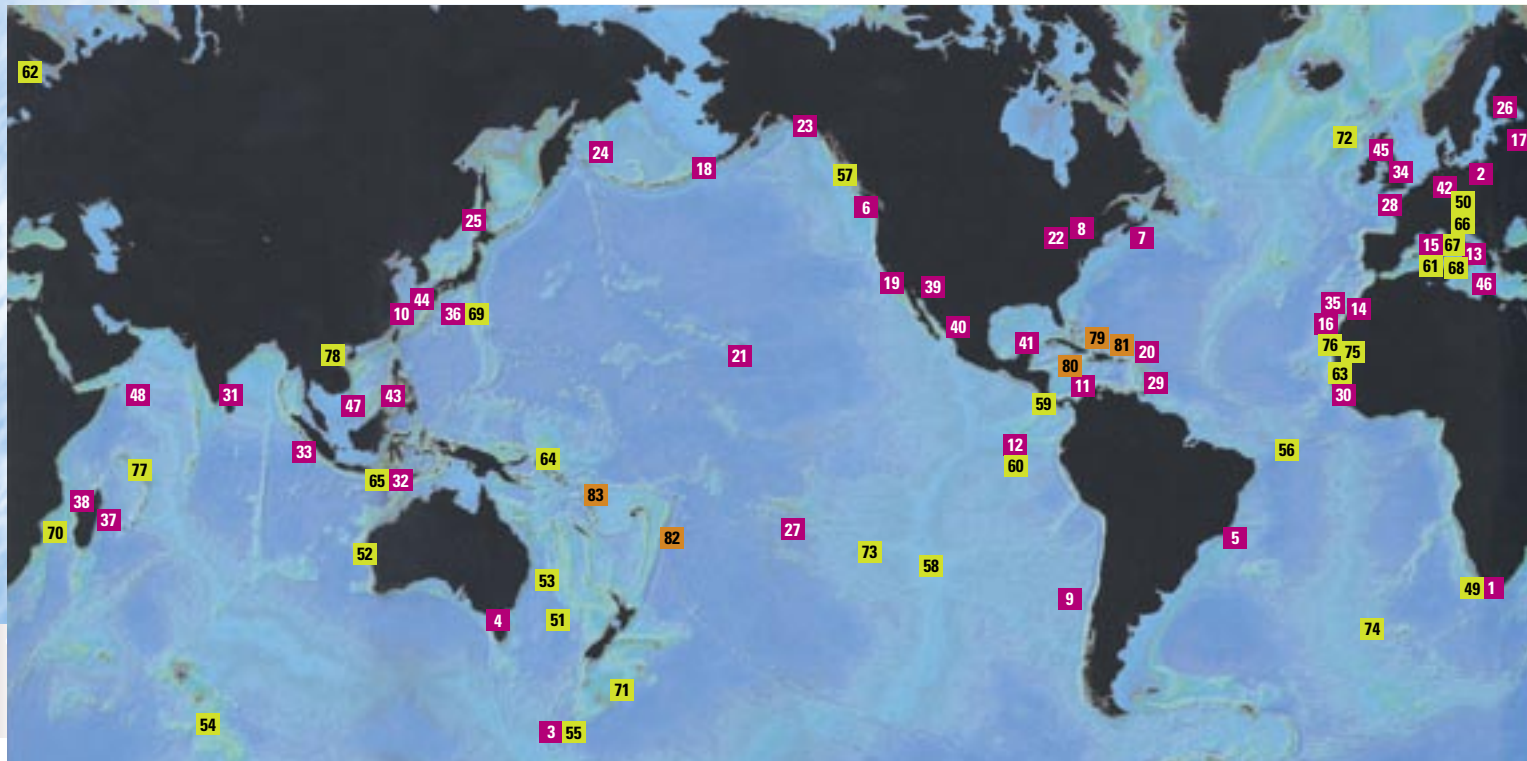
« Entre vingt et trente écoles utilisent déjà ce programme vernaculaire en première année, et chaque année, cinq nouvelles l'adoptent, poursuit Ralph Regenvanu. Le ministère de l'Éducation vise sa généralisation d'ici à quelques années », l'objectif étant de l'étendre ensuite à la deuxième année puis à la troisième.

Aujourd'hui, en collaboration avec LINKS, le programme des Systèmes de savoirs locaux et autochtones de l'UNESCO, le Centre culturel de Vanuatu participe à l'élaboration d'un programme scientifique indigène pour les lycées, basé sur des exemples concrets relevant du savoir traditionnel, qu'il s'agisse du système d'irrigation des plants de *taro*, de la préservation des variétés de plantes, des prédictions météorologiques ou encore du filet de pêche capable d'assommer les poissons. « Nous avons fait beaucoup de recherches, dit Regenvanu. Le moment est venu de les mettre en pratique ».

grand-angle

41





## Trésors naturels et culturels des îles

Depuis les années 1970, l'UNESCO a inscrit des îles, ou certains de leurs sites, sur la liste du Patrimoine mondial, culturel et naturel, et, plus récemment, plusieurs de leurs pratiques et ensembles culturels sur celle du Patrimoine immatériel. Par ailleurs, en raison de leur grande biodiversité, les îles sont nombreuses à abriter des réserves de biosphère du programme MAB.

### Réserves de biosphère

- Afrique du Sud  
**1. Cape West Coast**
- Allemagne  
**2. Rügen**
- Australie  
**3. Macquarie Island**  
**4. Morning Peninsula et Western Port**
- Brésil  
**5. Mata Atlântica (including Sao Paulo Green Belt)**

- Canada  
**6. Clayoquot Sound**  
**7. Southwest Nova**  
**8. Thousand Islands-Frontenac Arch**
- Chili  
**9. Juan Fernández**
- Chine  
**10. Îles Nanji**
- Colombie  
**11. Archipel San Andrés**

- Équateur  
**12. Archipel de Colón (Galapagos)**
- Espagne  
**13. La Palma**  
**14. Lanzarote**  
**15. Minorque**  
**16. Isla de El Hierro**
- Estonie  
**17. Archipel ouest-estonien**

- États-Unis d'Amérique  
**18. Îles Aléoutiennes**  
**19. Îles Channel**  
**20. Îles Vierges**  
**21. Îles Hawaïennes**  
**22. Isle Royale**  
**23. Glacier Bay-Admiralty Island**
- Fédération de Russie  
**24. Commander Islands**  
**25. Far East Marine**
- Finlande  
**26. Archipel Sea Area**
- France  
**27. Tuomotu (Atoll de Taïaro)**  
**28. Iroise**  
**29. Archipel de la Guadeloupe**

- Guinée-Bissau  
**30. Boloma-Bijagós**
- Inde  
**31. Golfe de Mannar**
- Indonésie  
**32. Komodo**  
**33. Siberut**
- Irlande  
**34. North Bull Island**
- Italie  
**35. Îles de Toscane**
- Japon  
**36. Île Yakushima**
- Madagascar  
**37. Mananara Nord**  
**38. Sahamalaza-Îles Radama**

- Mexique  
**39. Alto Golfo de California**  
**40. Îles du Golfe de California**
- Pays-Bas  
**41. Banco Chinchorro**
- Philippines  
**42. Zone du Waddensea**
- République de Corée  
**43. Palawan**
- Royaume-Uni  
**44. Île Jeju**  
**45. Loch Druidibeg**
- Tunisie  
**46. Îles Zembra et Zembreta**
- Viet Nam  
**47. Mangrove Can Gio**
- Yémen  
**48. Archipel Socotra**

### Sites du Patrimoine mondial

- Afrique du Sud  
**49. Robben Island**
- Allemagne  
**50. Île monastique de Reichenau**
- Australie  
**51. Îles Lord Howe**  
**52. Baie Shark, Australie occidentale**  
**53. Île Fraser**  
**54. Îles Heard et MacDonald**  
**55. Île Macquarie**
- Brésil  
**56. Îles atlantiques brésiliennes : les Réserves de Fernando de Noronha et de l'atol das Rocas**
- Canada  
**57. SGAang Gwaii (île Anthony)**
- Chili  
**58. Parc national de Rapa Nui**

- Costa Rica  
**59. Parc national de l'île Cocos**
- Équateur  
**60. Îles Galápagos**
- Espagne  
**61. Ibiza, biodiversité et culture**
- Fédération de Russie  
**62. Ensemble historique, culturel et naturel des îles Solovetsky**
- Gambie  
**63. Île James et sites associés**
- Îles Salomon  
**64. Rennell Est**
- Indonésie  
**65. Parc national de Komodo**
- Italie  
**66. Venise et sa lagune**

- 67. Portovenere, Cinque Terre et les îles (Palmaria, Tino and Tinetto)**
- 68. Îles Eoliennes**
- Japon  
**69. Yakushima**
- Mozambique  
**70. Île de Mozambique**
- Nouvelle-Zélande  
**71. Îles subantarctiques de Nouvelle-Zélande**
- Royaume-Uni  
**72. Île de St Kilda**  
**73. Île d'Henderson**  
**74. Réserve de faune sauvage de l'île de Gough**
- Sénégal  
**75. Île de Gorée**  
**76. Île de Saint-Louis**
- Seychelles  
**77. Atoll d'Aldabra**
- Viet Nam  
**78. Baie d'Ha-Long**

### Chefs d'œuvre du Patrimoine immatériel

- Cuba  
**79. La Tumba Francesa de la Caridad de Oriente**
- Jamaïque  
**80. Les traditions des Marrons de Moore Town**
- République dominicaine  
**81. L'Espace culturel de la Fraternité du Saint-Esprit des Congos de Villa Mella**
- Tonga  
**82. Lakalaka, danses et discours chantés du Tonga**
- Vanuatu  
**83. Les dessins de sable du Vanuatu**



**Pour en savoir plus**  
 Réseau mondial de réserves de biosphère : [www.unesco.org/mab/wnbr.htm](http://www.unesco.org/mab/wnbr.htm)  
 Liste du patrimoine mondial : [whc.unesco.org](http://whc.unesco.org)  
 Chefs d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité : [www.unesco.org/culture](http://www.unesco.org/culture)

# DU CORAIL, DU CIMENT ET DES ALGUES

**Dans les îles du sud-est de l'Indonésie, comment empêcher de pêcher le corail quand celui-ci est une ressource locale indispensable ?**

A soixante ans, Landau se propulse à plat ventre sur la terrasse de sa maison, à la force de ses bras. Il a perdu ses deux jambes dans un accident, il y a douze ans. Aussi est-il difficile de croire que, pour survivre, il pêche le corail dans le récif de Langira, au large de l'île indonésienne de Kaledupa où il vit. Chaque matin, Pende, sa femme, l'aide à se hisser dans son canoë. Mais ces dernières semaines, l'embarcation, qui prend l'eau d'un côté, est restée à terre et ils ont vécu grâce aux crustacés ramassés dans les eaux peu profondes près du village. Seulement, une fois qu'ils ont prélevé de quoi se nourrir, il ne reste presque plus rien à vendre. Et leurs enfants sont partis, depuis longtemps, travailler sur des bateaux de pêche en Malaisie, qui paient bien plus.

« Habituellement, je ramène un plein canoë de corail deux ou trois fois par semaine », dit Landau. Dans son cas, ça veut dire un demi-mètre cube, mais les canoës en contiennent en moyenne près d'un mètre cube. La plupart des coraux sont utilisés sur l'île même, comme matériel de construction. « J'ai commencé à pêcher le corail quand j'ai eu besoin de fondations pour ma maison », explique Landau. A Sampela, la



**Un canoë de roche de corail rapporte 5 \$ US. Mais les poissons y perdent leur habitat.**

plupart des maisons sont construites au-dessus de l'eau, sur des pilotis de corail ou de bois de trois mètres de haut. Avec près de mille habitants répartis dans 300 habitations, cela fait beaucoup de corail. La population augmente et près de 70 % des habitants ont moins de 18 ans. « Aujourd'hui, j'en vends aussi un peu dans le village à côté », dit Landau. Le prix moyen à la sortie du canoë tourne autour de 40 000 roupies indonésiennes le mètre cube (environ 5 \$ US). « J'aimerais me mettre au ciment, dit Landau, mais je ne sais pas le fabriquer. Aussi, le corail ne coûte rien ».

Djuffri et son collègue Udi font partie des gardes-pêche recrutés parmi les insulaires lorsque Kaledupa a été intégrée au Parc marin de Wakatobi, en 1995. Leur mission : mettre fin à la pêche du corail et enseigner aux habitants comment utiliser le ciment ou la pierre extraite au centre de l'île. « Voici notre message : ne pêchez pas le corail vivant car c'est là que nichent les poissons, explique Djuffri, ajoutant : Nous préférons éduquer les gens plutôt que les punir ». Ils sont vingt gardes à patrouiller en hors-bord dans le récif de Wakatobi, une fois par jour. « Nous croisons chaque jour des pêcheurs de corail, dit Udi. Si c'est du corail vivant, nous le faisons rejeter à l'eau ».

Le message commence doucement à rentrer. « Avant, je pêchais du corail vivant, précise Landau, mais aujourd'hui je pêche seulement du corail mort et de la roche de corail ». Comme beaucoup de gens sur l'île, il ignore encore qu'il est également interdit de pêcher du corail mort dans le Parc marin. Pour le moment, déclare le garde-pêche Udi, « nous fermons souvent les yeux sur la pêche de corail mort. Le corail vivant est notre priorité ».

Ce dernier est aussi protégé par les croyances animistes traditionnelles. « Le récif est habité par un esprit », raconte Landau. Un jour, un homme est tombé raide mort au retour de la pêche. ►

**Sur l'île de Kaledupa, on construit souvent les maisons sur de la pierre de corail.**



grand-angle

43



Sur certaines îles, chaque mètre carré est utilisé pour l'industrie touristique.

« L'esprit du récif s'est vengé parce qu'il avait ramené du corail. Mais, ajoute-t-il, cela ne nous empêche pas de retourner dans le même récif ».

Certains pêcheurs de corail de l'île se tournent désormais vers la culture des algues. Mais leur motivation, au moins dans le cas de Harudu, un pêcheur du village d'Ambeua, semble plus économique qu'écologique ou liée à la peur des gardes-pêche. « J'ai commencé à pêcher du corail il y a dix ans, explique-t-il. Ni les gardes-pêche ni les scientifiques ne me faisaient peur. J'ai même pêché près du Centre de recherche marine. Aujourd'hui, je ne vais à la pêche au corail que pour mon usage personnel et me consacre entièrement à la culture d'algues ». En témoigne la forte odeur qui accueille le visiteur devant la maison de Harudu, où, sur une table en bois, sèche une énorme pile d'algues.

## LE SALUT PAR LES ALGUES

Depuis cinq ans, la culture d'algue s'est développée dans le Parc marin de Wakatobi, avec plusieurs récoltes par an. Pendant la saison des pluies (de décembre à mars) on peut récolter jusqu'à une tonne d'algues, contre seulement 300 kg pendant la saison sèche, à raison de 3 100 roupies le kilo (environ 0,37 euro). Même si le prix du corail a doublé depuis deux ans, explique Harudu, il reste moins rentable que l'algue pour plus de travail. Toutefois, le coût d'installation d'une ferme d'algues – 100 dollars minimum – est hors de portée pour la plupart des habitants de l'île. Seules quelques exploitations ont pu être créées grâce à un programme gouvernemental de crédit.

Malgré tous ces changements, les habitants de l'île ne peuvent pas construire leur maison sur des algues. La plupart d'entre eux ne savent pas utiliser le ciment et il n'y a pas de camion pour transporter les pierres extraites des carrières de l'île. Cela laisse donc peu d'alternative au corail. Mais le temps du récif est compté. Et s'il meurt, les insulaires mourront avec lui.

Jessica Haapkylä

© Yann Arthus-Bertrand « La terre vue du Ciel » / Allitude, Paris



## Tourisme: problème ou solution ?

Dans certains petits États insulaires, les revenus du tourisme comptent pour plus de la moitié du PNB. Mais à quel prix ?

(Chiffres pour 2002 sauf indication contraire)	Nombre de touristes (milliers)	Recettes du tourisme international (en millions de \$ US)	PNB (millions de \$ US)
Singapour	6.996	4.932	86.969
République dominicaine	2.811	2.736	22.039
Bahreïn*	2.789	630	7.933
Chypre	2.418	2.083	10.125
Cuba	1.656	1.633	...
Bahamas*	1.538	1.636	4.917
Jamaïque	1.266	1.209	7.701
Malte	1.134	636	3.870
Maurice	682	612	4.563
Aruba	643	898	...
Îles Vierges (États-Unis)	553	1.240	...
Barbade*	507	687	2.456
Maldives	485	318	639
Fidji	398	267	1.828
Trinité-et-Tobago*	383	201	9.146
Sainte Lucie	253	256	660
Antigua-et-Barbuda**	237	290	665
Antilles néerlandaises (Curaçao)	218	273	...
Haïti*	142	54	3.693
Seychelles	132	130	698
Grenade	132	84	414
Cap-Vert	126	...	618
Samoa	89	45	265
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	78	81	361
Îles Cook	73	46	...
Saint-Kitts-et-Nevis	68	57	356
Dominique	67	36	254
Palaos	59	59	130
Papouasie-Nouvelle-Guinée*	54	101	2.919
Vanuatu*	53	46	219
Tonga	37	9	136
Comores**	24	15	204
Îles Salomon***	21	...	336
États fédérés de Micronésie*	15	13	230
Sao Tomé-et-Principe*	8	8	48
Îles Marshall	6	4	108
Kiribati*	5	3	47
Nioué	2	...	...
Tuvalu	1	...	...

... : aucune donnée disponible \* : données 2001 \*\* : données 2000 \*\*\* : données 1999

Sources : Organisation mondiale du tourisme, [www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org) ; Fonds monétaire international, [www.imf.org](http://www.imf.org) ; Banque mondiale, [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org). Les États de Nauru et Tokélaou ne sont pas cités faute de données disponibles

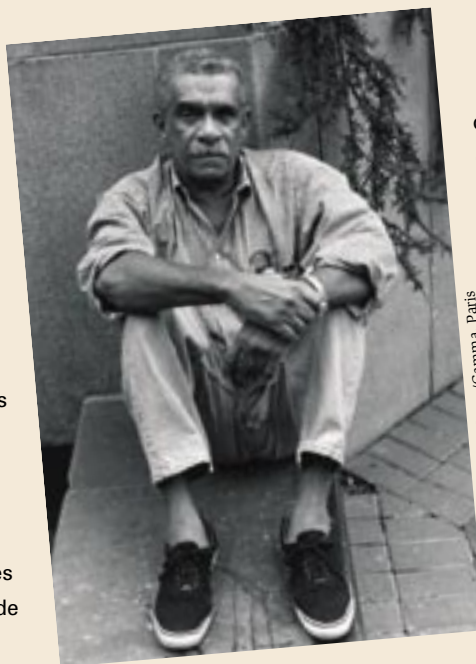
# Les Antilles, fragments de mémoire épique

**Derek Walcott, le poète de Sainte-Lucie, a reçu le Prix Nobel de littérature en 1992. Dans son discours de réception, il a rendu hommage au caractère unique de ses Antilles natales et montré à quel point le touriste peu attentif pouvait passer à côté de l'essentiel.**

« L'histoire est présente dans la géographie des Antilles, jusque dans sa végétation. La mer soupire avec les esclaves noyés dans le Passage du milieu<sup>1</sup>, avec le carnage de ses aborigènes, Caraïbes, Arawaks, Taïnos; elle saigne dans l'écarlate des érythrines<sup>2</sup>, et même les marques de surf sur le sable ne peuvent pas effacer la mémoire africaine ni les lances des cannes à sucre, cette prison verte dans laquelle des « engagés »<sup>3</sup> venus d'Inde, les ancêtres de Felicity<sup>4</sup>, continuent de purger leur peine.

C'est ce que j'ai lu autour de moi depuis l'enfance, depuis les débuts de la poésie : la grâce de l'effort. Dans le dur acajou des bûcherons : visages, hommes résineux, charbonniers; dans un homme serrant un coutelas contre son avant-bras, qui se tient sur le côté, flanqué de l'habituel chien jaune anonyme; dans la couche de vêtements qu'il a rajoutée ce matin parce qu'il faisait froid quand il s'est levé dans l'obscurité finissante pour aller faire son jardin là-haut – tout là-haut, à des kilomètres de chez lui, mais c'est là qu'est son lopin –, sans parler des pêcheurs, des portefaix dans les camions, qui grimpent les mornes en gémissant, tous, fragments d'Afrique au départ, mais façonnés, endurcis et enracinés maintenant dans la vie de l'île, analphabètes comme les feuilles sont analphabètes; ils ne lisent pas, ils sont là pour être lus, et s'ils sont lus correctement, ils créent leur propre littérature.

Mais dans nos brochures touristiques, la Caraïbe est une piscine bleue dans laquelle la république<sup>5</sup> trempe le pied



© Eamonn McCabe/Camera Press/Gamma. Paris

de la Floride, tandis que des îles dansent sur l'eau comme des bouées et que des cocktails à ombrelles flottent vers elle sur un radeau. C'est ainsi que par une honteuse nécessité les îles se vendent; c'est l'érosion saisonnière de leur identité, cette répétition stridente des mêmes images de service qui ne savent pas distinguer une île d'une autre, avec un avenir fait de marinas polluées, de ventes de terrains négociées par les ministres, le tout sur fond de musique d'ambiance et de rictus de sourires. Qu'est-ce que le paradis terrestre pour nos visiteurs? Deux semaines sans pluie et un bronzage cuivré

avec, au coucher du soleil, des troubadours locaux en chemises à fleurs et chapeaux de paille qui tabassent « Yellow bird » et « Banana Boat Song » à mort. Il existe un territoire plus large que celui-là – plus large que le contour d'une île dessiné sur une carte –, c'est la mer infinie et les souvenirs qu'elle porte.

Toutes les Antilles, chacune de leurs îles, sont un effort de mémoire; chaque esprit, chaque biographie raciale culmine dans l'amnésie et le brouillard. Des trouées de soleil dans le brouillard et des arcs-en-ciel soudains. C'est cela l'effort, le labeur de l'imagination antillaise, qui reconstruit ses dieux à partir de cadres de bambou, phrase après phrase. »

Derek Walcott

© Fondation Nobel, 1992



© UNESCO/Ariane Bailey

1. la traversée de l'Atlantique
2. arbuste tropical à fleurs rouges
3. travailleurs des plantations recrutés, principalement en Inde, après l'abolition de l'esclavage en 1848
4. un village de Trinidad
5. les États-Unis

grand-  
angle

45



# PROBLÈMES AU PARADIS :

SANTÉ/CULTURE

# LE SIDA DANS LES CARAÏBES

**Alors que le sida ne cesse de se développer dans les Caraïbes, les pratiques culturelles en vigueur dans ces îles font obstacle aux efforts de prévention.**

Aujourd'hui, il pleut sur Portland (Jamaïque). Recroquevillée dans un coin du deux-pièces délabré et surpeuplé de Hope Bay, Elizabeth essaye d'éviter l'eau qui tombe du toit. Diagnostiquée séropositive en 2001, elle a beaucoup souffert à cause de la maladie, dont la nouvelle s'est vite répandue.

« Depuis, j'ai été rejetée, discriminée par tous. Je suis devenue un fardeau pour mes enfants, dont on se moque à l'école », sanglote Elizabeth, tremblante. « J'ai peu à peu perdu ma clientèle de couture et je suis incapable de nous nourrir, mes enfants et moi. Mon propriétaire m'a donné congé, et m'a coupé l'eau et l'électricité en 2003, si bien qu'on peut dire que nous sommes à la rue maintenant. On m'a donné un lopin de terre pour vivre, mais, à cause de mon sida, certains voisins ne veulent pas de moi là-bas ».

Elizabeth est l'une des 22 000 personnes qui vivent avec le sida en Jamaïque (2,6 millions d'habitants), où la discrimination et l'intolérance restent de gros obstacles à la prévention du sida et à l'accompagnement des malades.

Avec 590 000 malades du sida pour 38,7 millions d'habitants, les Caraïbes sont la deuxième région la plus contaminée au monde après l'Afrique subsaharienne et la maladie ne cesse de se propager dans les Caraïbes. En 2003, selon le Programme des Nations Unies ONUSIDA, 80 000 personnes environ ont été contaminées et 50 000 sont mortes de maladies liées au sida.

## RAPPORTS NON PROTÉGÉS

Robert Carr est Directeur exécutif de *Jamaica AIDS Support*, une ONG qui propose soin et soutien aux gens qui vivent avec le sida. « De nombreuses personnes ne comprennent pas le risque d'avoir des rapports sexuels non protégés, affirme-t-il. C'est le plus important facteur de diffusion de l'épidémie ». Cette ignorance du « sexe sûr » fait des ravages dans les Caraïbes, où plusieurs pratiques culturelles, qui favorisent les relations sexuelles, contribuent à la propagation du virus.

En premier lieu, la précocité de la vie sexuelle. Selon les statistiques, plus de 50 % des personnes infectées étant âgées de 20 à 39 ans, la contamination s'est faite pour beaucoup entre 14 et 19 ans – les filles étant beaucoup plus exposées (voir encadré). Selon certaines sources, la vie sexuelle commencerait autour de dix ans et les adultes n'informent pas les enfants et les jeunes

grand-angle

46

## Une culture machiste qui pénalise les femmes

**Au nombre** des valeurs culturelles porteuses de risque face au sida, la domination masculine est un facteur aggravant pour les femmes caribéennes.

**A Trinidad et Tobago**, en 1999, sur huit jeunes de 10 à 19 ans contaminés par le sida, sept étaient des filles et, en Jamaïque, dans la même classe d'âge en 2003, le risque pour les filles d'être contaminée a été deux fois et demi plus élevé que pour les garçons, selon les ministères de la Santé respectifs de ces pays. Dans toute la région, pour

la moitié des jeunes filles le premier rapport sexuel est un viol.

« **De nombreuses** jeunes filles sont piégées par une grande vulnérabilité sexuelle », déclare Robert Carr, qui travaille aux côtés des personnes malades. « Elles vivent dans une culture qui célèbre le matérialisme mais a des taux de pauvreté et de chômage très élevés. Qui dit qu'elles doivent aller à l'école mais ne leur en donne pas les moyens. Qui célèbre la féminité et la maternité mais ne les aide pas toujours à les vivre en toute

sécurité. Elles ont rarement les outils nécessaires pour gérer leur santé sexuelle et reproductive ».

**Quand les femmes** savent que leurs partenaires ou maris sont infidèles, ajoute-t-il, elles ne peuvent pas refuser les rapports sexuels ni imposer des rapports protégés. « Le risque de violence les condamne à l'impuissance et elles finissent par être contaminées, conclut-il. Être une femme est ainsi directement lié à la menace de la violence masculine, avec, à la clé, le risque de mourir ou d'être chassée. »



© Ministry of Health Jamaica



© The Gleaner Company Limited, Kingston

sur les rapports protégés, de peur d'encourager la promiscuité. De plus, pour 32 % des garçons et 48 % des filles, l'initiation sexuelle a eu lieu par la contrainte.

Le fait d'avoir des partenaires multiples est un autre facteur d'expansion, selon Peter Figueroa, Chef du sida et de l'épidémiologie au ministère de la Santé de Jamaïque. Il s'agit en général de relations monogames consécutives – qui peuvent ne durer qu'une semaine – où les partenaires ne ressentent pas la nécessité d'utiliser des préservatifs.

## « LA DISCRIMINATION NOUS TUE »

La prostitution joue aussi un grand rôle, particulièrement en République dominicaine et au Guyana. Elle s'enracine toujours dans la pauvreté, qui pousse les gens vers les centres urbains, et touche les femmes de façon disproportionnée. Celles-ci, souvent dépendantes économiquement de leurs hommes, ne peuvent pas négocier des rapports protégés. Les femmes représentent 50 % des cas de sida de la région, et même plus dans certains pays, comme Haïti.

Enfin, il y a l'homophobie, très répandue dans les Caraïbes et souvent violente. Sous la pression de la société et de leur entourage et par crainte des agressions, les homosexuels tendent à avoir des relations avec des femmes autant qu'avec des hommes et à se marier, multipliant les risques.

De nombreux pays de la région ont déjà des programmes préventifs contre le sida. Dans certains (Jamaïque, Sainte-Lucie, Belize

et Guyana, par exemple) la loi a fait du sida une maladie à déclaration obligatoire. En République dominicaine, la loi spécifie les droits des personnes contaminées par le virus VIH, et dans les Bahamas, elle oblige les violeurs et les délinquants sexuels à être dépistés. Dans quatre pays – Jamaïque, Bahamas, Bermudes et La Barbade – des programmes de prévention de la transmission mère-enfant fonctionnent bien. La distribution de préservatifs est passée de 2,5 millions en 1985 à 10,8 millions en 1999, et, chez les femmes, l'utilisation du préservatif avec des partenaires non réguliers est passée de 37 % en 1992 à 67 % en 2000.

Pour Robert Carr, les Caribéens doivent encore procéder à un sérieux et honnête examen de leurs comportements. « Sous ses multiples formes, la discrimination nous tue, déclare-t-il. Nous avons beaucoup de coutumes auto-destructrices – comme le fait d'encourager l'hétérosexualité agressive chez les jeunes garçons ou de s'en prendre avec violence, verbalement et physiquement, aux homosexuels. Nous devons assumer le fait que nos valeurs contribuent à la dureté et à la violence de notre société et jouent un rôle dans l'expansion de l'épidémie de sida dans la région ».

Patricia Watson

**L'information sur le VIH/sida, qui provoque les rires de ces jeunes, pourrait bien leur sauver la vie, car ils sont particulièrement vulnérables dans les Caraïbes.**

grand-angle

47



### Pour en savoir plus

Le Bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes joue un rôle important dans la mobilisation des différents acteurs de la région face à l'épidémie de VIH/sida. Le Bureau a notamment obtenu un consensus des gouvernements et d'autres partenaires de la région, et élaboré un texte de travail, sur les réponses à apporter dans le secteur de l'éducation.

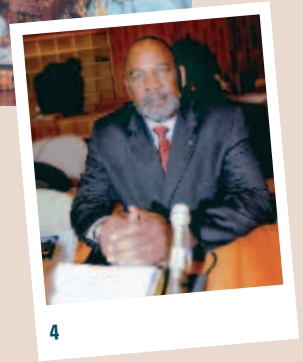
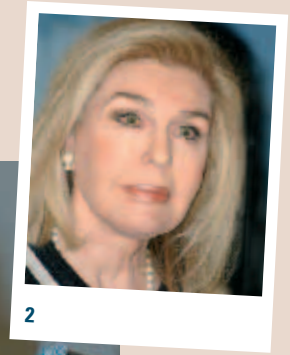
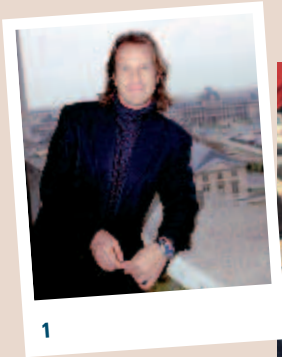
Bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes :

[www.unescocaribbean.org/home.htm](http://www.unescocaribbean.org/home.htm)

Secteur de l'éducation :  
[www.unescocaribbean.org/education/unesco\\_eduggoals2.htm](http://www.unescocaribbean.org/education/unesco_eduggoals2.htm)



## DES PARRAINS POUR LES CHEFS-D'ŒUVRE DU PATRIMOINE ORAL ET IMMATÉRIEL



Le savoir-faire du travail du bois des Zafimaniry (Madagascar) va être défendu par l'astronote français Patrick Baudry et l'Espace culturel du Sosso-Bala (Guinée) par le scientifique malien Cheikh Modibo Diarra ; l'ancienne Présidente islandaise Vigdis Finnbogadottir contribuera à la promotion de l'Espace culturel de Kihnu (Estonie), tandis que la Princesse Firyal de Jordanie associera son image aux Chants de Sanaa (Yémen) et au *Maqam*, genre musical irakien...

Ces personnalités comptent parmi les Ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO, qui mettent leur talent et leur renommée internationale

au service des idéaux de l'organisation. A ce titre, elles ont décidé de parrainer certains des 47 chefs d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité, lors de la réunion annuelle des Ambassadeurs de l'UNESCO les 26 et 27 février à Paris.

De leur côté, l'actrice italienne Claudia Cardinale œuvrera en faveur du théâtre de marionnettes sicilien Opera dei Pupi, la mécène grecque Marianna Vardinoyannis défendra la musique Mugham d'Azerbaïdjan, l'architecte italien Renzo Piano contribuera à la sauvegarde des Dessins de sable du Vanuatu, tandis que le navigateur et scientifique espagnol Kitin Muñoz parrainera l'Espace culturel de

la place Jemaa el-Fna (Maroc).

Pour sa part, le Sheikh des Emirats, Ghassan I. Shaker, a décidé de soutenir des actions en faveur de deux expressions culturelles : l'Espace culturel du District Boysun (Ouzbékistan) et l'Epopée Al-Sirah al-Hilaliyya (Egypte), et a remis à cet effet, au Directeur général de l'UNESCO, une contribution d'un montant de 100 000 dollars.

Ce programme de parrainage, qui va s'élargir, a pour objectif de sensibiliser l'opinion publique à la valeur de ce patrimoine et à la nécessité de le sauvegarder.

- 1 **Kitin Muñoz** – Espace culturel de la place Jemaa el-Fna
- 2 **Marianna Vardinoyannis** – Musique Mugham d'Azerbaïdjan
- 3 **Sheikh Ghassan I. Shaker** – Espace culturel du District Boysun (Ouzbékistan)
- 4 **Cheikh Modibo Diarra** – Espace culturel du Sosso-Bala (Guinée)

## Fédération internationale des auberges de jeunesse

# HÔTELS DE LA PAIX



© IYHF/UNESCO



© IYHF/UNESCO

© IYHF/UNESCO

**Danai** Wongsu, Thaïlandais, déclare : "Me trouver à New York le 11 septembre 2003 a été quelque chose dont je me souviendrai pour le reste de ma vie. Etre en mesure de faire une petite contribution pour la paix et la compréhension dans le monde a été un immense honneur" tandis que Dalila Capao (Portugal) déclare : "Cette expérience a changé ma vie". Tous deux ont fait partie des onze jeunes bénévoles qui, au deuxième semestre 2003, ont séjourné trois mois dans une auberge de jeunesse, dans un autre pays que le leur. Avec une mission : organiser des activités de sensibilisation à la résolution

des conflits, l'éducation à la paix et la protection de l'environnement.

Ces séjours ont constitué la première étape de la Campagne pour la paix et la compréhension internationale, menée conjointement par l'UNESCO et la Fédération internationale des auberges de jeunesse (FIAJ, 4 500 auberges et dix millions de membres dans le monde). Les deux partenaires, qui ont signé un accord de coopération à l'automne 2003, envisagent de multiplier ces Centres d'apprentissage pour la paix.

Les bénévoles venaient des pays suivants : Allemagne, Canada, Chili, Croatie, États-Unis, France, Hongrie,

République de Corée, Japon, Portugal, Thaïlande. Ils ont été accueillis dans des auberges de jeunesse en Australie, Brésil, Costa Rica, États-Unis, France, Allemagne, Israël, Italie, Japon, Royaume-Uni, Tunisie. Ces pays ont été choisis pour leur engagement dans la *Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.*



**Pour en savoir plus**  
Section pour la Jeunesse  
de l'UNESCO

[www.unesco.org/youth/  
French/bienvenu2.htm](http://www.unesco.org/youth/French/bienvenu2.htm)

E-mail

[mh.henriques.mueller@unesco.org](mailto:mh.henriques.mueller@unesco.org)

FIAJ

[www.hihostels.com/peace](http://www.hihostels.com/peace)



49

## Hewlett Packard

# EUROPE DU SUD-EST : LUTTER CONTRE LA FUITE DES CERVEAUX

**En** février dernier, des équipements universitaires GRID dernier cri ont été livrés à des universités en Bosnie Herzégovine, Croatie et Serbie-et-Monténégro, offerts par Hewlett Packard. Ils permettent à ces établissements d'être en contact avec leurs compatriotes expatriés et de bénéficier de leur expertise et savoir.

Environ 500 000 personnes ont quitté la Serbie et le Monténégro depuis 1990, et 200 000 la Bosnie-Herzégovine après la signature des accords de paix de 1995. La plupart de ces émigrés ont entre 25 et 40 ans et sont diplômés dans des domaines d'expertise très recherchés.

Ce projet, le premier d'une série lancée par l'UNESCO et Hewlett

Packard, est mis en œuvre par le Bureau régional de l'UNESCO pour la science en Europe (ROSTE) basé à Venise (Italie).

**Réception des équipements.**

**De gauche à droite, Z. Djurovic, Université de Belgrade, Iulia Nachifor et Howard Moore (directeur), du Bureau de l'UNESCO à Véhise.**



© UNESCO



# JEUNES PAKISTANAIS QUESTIONNENT LE PATRIARCAT

Des étudiants et des étudiantes qui réfléchissent ensemble à la construction sociale des rôles masculins et féminins et à la façon dont les hommes sont eux-mêmes victimes des stéréotypes : cette scène, qui n'étonne plus dans certains pays, est une révolution au Pakistan. C'est ce qu'a réussi à faire le projet « Participation des hommes dans la recherche de l'égalité des sexes », lancé en 2003 par le Bureau de l'UNESCO à Islamabad avec l'ONG pakistanaise Rozan, et qui vient de terminer sa phase pilote\*.

Conscience de soi, pouvoir, violence contre les femmes et engagement des hommes pour l'égalité ont été les thèmes d'ateliers menés en octobre 2003 dans quatre universités du pays (Peshawar, Karachi, Pendjab et Balouchistan). Les participants disent avoir compris qu'au-delà des situations personnelles, c'est toute une culture patriarcale qui enferme les uns et les autres dans des rôles. Les filles, en particulier, ont été surprises d'apprendre que les garçons peuvent eux aussi souffrir d'impuissance ou de désarroi. Certains d'entre eux, mis en confiance par le climat de dialogue de l'atelier, ont exprimé le poids que représentent le devoir de subvenir aux besoins de leurs parents, de leurs frères et sœurs plus jeunes et de leurs sœurs célibataires, ou l'obligation de « protéger » les femmes de leur famille, voire de mener des actes de vengeance.

Par ailleurs, des peintures et des affiches (ci-contre) ont été réalisées



par des élèves de cinq écoles de Beaux-Arts, tandis que des étudiant(e)s en communication et en journalisme ont rédigé articles, nouvelles et poèmes, sur des thèmes tels que l'accès à l'éducation, le trafic de femmes, les codes vestimentaires... Beaucoup ont condamné l'effondrement du savoir religieux et la déviation des codes musulmans comme responsables des discriminations contre les femmes.

Ces travaux ont été présentés à Islamabad le 3 décembre 2003, en présence de la ministre chargée des Femmes au Pakistan, Nilofer Bakhtiar, et de la directrice du Bureau de l'UNESCO, Ingeborg Breines, à l'initiative du projet, puis exposés aux Nations Unies à New York en mars 2004.

Créée en 1998, Rozan travaille notamment sur la violence contre les femmes et les enfants. « Toutes nos activités sont menées avec des hommes, explique Maria Rashid, sa directrice. Notre expérience montre qu'il est crucial de permettre aux hommes d'exprimer leurs sentiments et leurs peurs et de déconstruire leur conditionnement social. »



Affiches réalisées par des étudiants des Beaux-Arts, filles et garçons, dans le cadre du projet UNESCO/Rozan au Pakistan.



Pour en savoir plus

- \* *Breaking the Mould, Men's Involvement in the Quest for Gender Equality*, sur demande à : [islamabad@unesco.org](mailto:islamabad@unesco.org) ou fax. 92-51 2800056
- [www.rozan.org](http://www.rozan.org) et [rozan@comsats.net.pl](mailto:rozan@comsats.net.pl)
- *Male roles, masculinities and violence (UNESCO 2000)* : <http://upo.unesco.org/bookdetails.asp?id=3268>



# ARTISANES DU DÉVELOPPEMENT

**H**adda Beddiaf n'est pas du genre à se mettre en avant ni à faire de grands discours. Et pourtant, cette tisserande d'El Golea (Sahara algérien) est une pionnière. Il y a près de quinze ans, elle démarrait, seule, la fabrication de tapis pour la vente. Aujourd'hui, de nombreuses femmes de l'oasis font partie de la coopérative qu'elle a créée, membre du

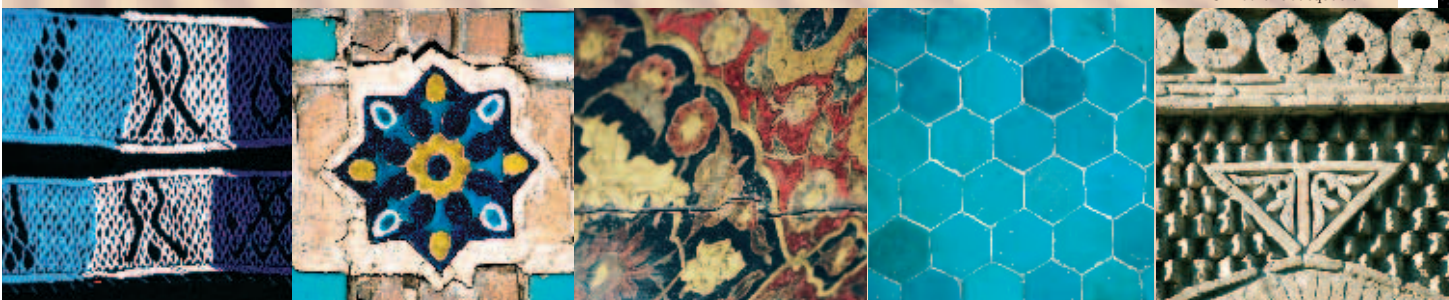
Derrière cette chatoyante explosion de couleurs, il y a l'énergie d'une artiste grecque, Lila Skarveli, qui a créé avec d'autres artistes en 1992 la Chambre des Beaux-Arts de Méditerranée (CBAM)\* avec un credo : « Pour être durable, le développement doit se baser sur les expressions culturelles locales et répondre aux besoins des populations concernées ». La CBAM organise des

des arts, de l'artisanat et du design défend elle-même « la mise en place de protection juridique adéquate adaptée aux produits de l'artisanat, aussi bien en Méditerranée que dans d'autres régions du monde ». Ainsi, l'UNESCO soutient les expériences « Seal of Excellence » en Asie et « Hecho a mano » en Amérique latine.



© UNESCO/Michel Ravassard

© Nathalie Jacquault



51

réseau FEDA (Femmes et Développement en Algérie) et un centre de formation donne à des jeunes filles l'assurance d'un avenir professionnel.

En mars, les tapis d'El Goléa étaient au siège de l'UNESCO, à l'exposition itinérante Empreintes et couleurs de Méditerranée, qui présente les artisanats traditionnels et la création contemporaine de la région : robes et sacs brodés par les Palestiniennes des camps de réfugiés, qui se transmettent le point de croix de mère en fille, confitures, miels et chutneys du Liban et de Grèce, tuniques calligraphiées d'un styliste libanais, verrerie de France, cuir du Maroc, vannerie, bijoux, bois peint, fer forgé, et bien sûr, des tapis... Les autres pays exposés sont l'Égypte, la Jordanie, la Turquie et la Tunisie.

formations en gestion et commercialisation pour les artisanes et mène par ailleurs une étude sans précédent sur l'histoire et le sens des motifs traditionnels du Bassin méditerranéen (tissés, brodés, peints ou gravés).

Dans le cadre de PRODECOM, un projet européen sur les métiers d'art et la mémoire culturelle, la Chambre développe depuis 1994 le concept d'un label de « produits culturels de développement® ». Ce projet de label est soutenu depuis 2002 par l'UNESCO, dont la Section



\* Tél/fax :  
+ 33 (0)1 45 67 12 52.  
[www.chbeauxarts.org](http://www.chbeauxarts.org)  
e-mail :  
[ch.beaux.arts@wanadoo.fr](mailto:ch.beaux.arts@wanadoo.fr)

© UNESCO/Michel Ravassard



## De haut en bas.

- Création contemporaine de l'atelier Silsal, en Jordanie.
- Série de motifs utilisés dans l'artisanat méditerranéen.
- Des tapis venus de toute la rive Sud de la Méditerranée...



# ALERTE À LA DISPARITION DE NOS COUSINS



© UNESCO/Ian Redmond

*Les* grands singes – gorilles, chimpanzés, orangs-outangs et bonobos – partagent avec les humains plus de 96 % de leur ADN, au point qu'un taxinomiste venu d'une autre planète nous classerait probablement comme une des espèces de singe africain. Si nous devions perdre une seule de leurs espèces, nous détruirions une partie du pont qui conduit à nos origines et, avec elle, une part de notre humanité même. Or, aujourd'hui, toutes les espèces de grands singes sont confrontées à un risque élevé d'extinction, dans un avenir immédiat ou au mieux d'ici cinquante ans. Nous, humains, sommes les principaux coupables. Les guerres civiles, le braconnage, le commerce d'animaux vivants et, par-dessus tout, la

destruction des forêts, prélèvent un tribut de plus en plus lourd. Déjà, le chimpanzé commun a disparu de trois pays, le Bénin, la Gambie et le Togo, et le Sénégal pourrait être le prochain.

Pour prévenir une autre vague d'extinctions, l'UNESCO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont réuni des représentants de tous les pays abritant des grands singes, des bailleurs de fonds et des organismes de protection de la nature afin d'élaborer un plan de survie pour ces animaux, le GRASP (Great Apes Survival Project). Combien faudra-t-il de temps avant que ce plan se traduise en actions? C'est le sort de nos parents les plus proches qui est en jeu.





© UNESCO/Ian Redmond



© UNESCO/Ian Redmond

#### Page de gauche

La gorille Jenny, son dernier-né et son fils plus âgé Ubwigeuge, en République démocratique du Congo (RDC).

#### Ci-dessus

L'heure de la pause dans la réserve de Lefini (RDC).

#### Ci-contre

Bobo avec Alfred, garde dans le Parc national de Melou au Cameroun.





© UNESCO/Ian Redmond



© UNESCO/Ian Redmond



Pour en savoir plus :  
[www.unesco.org/mab/grasp.htm](http://www.unesco.org/mab/grasp.htm)





© UNESCO/Ian Redmond



© UNESCO/Ian Redmond



© UNESCO/Ian Redmond

A gauche

Un jeune gorille des plaines dans la réserve de Lefini (RDC).

En bas à gauche

Bangla trinque avec un garde à Lefini.

Ci-dessus

En patrouille dans le Parc du Volcan au Rwanda, un habitat unique pour les gorilles de montagne.

Au milieu

De jeunes gorilles des montagnes jouent et se reposent devant les touristes dans le Parc du Volcan.

Ci-contre

Un jeune gorille des plaines en balade dans la réserve de Lefini.



# L'INSENSIBLE BALLET DES CONTINENTS

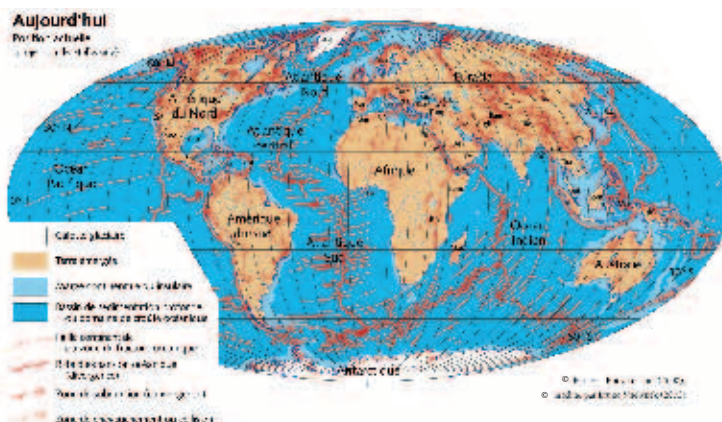
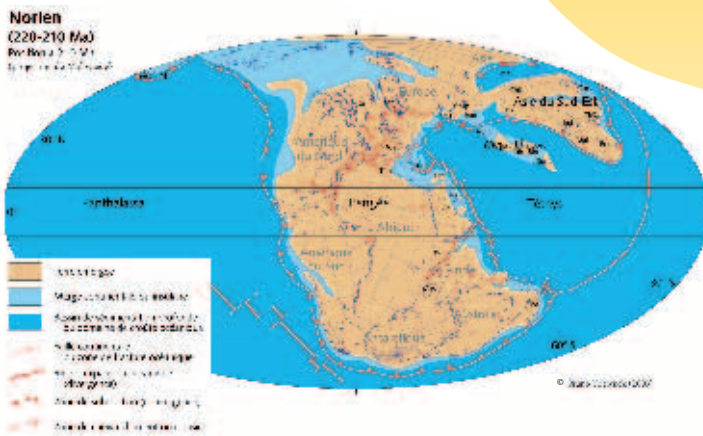


## LE VISAGE CHANGEANT DE LA TERRE L'éclatement de la Pangée et la mobilité des continents au cours des derniers 250 millions d'années.

Par Bruno Vrielynck et Philippe Bouysse  
32 p., 21 x 27 cm  
16 €  
Éditions UNESCO/Commission de la carte géologique du monde

Réalisé à partir de travaux scientifiques initialement destinés à des spécialistes, cet album propose une lecture accessible à tous de l'évolution de notre planète au cours des derniers 250 millions d'années. Il séduira tous ceux qui, dans nos sociétés de l'impatience, souhaitent lire une histoire qui se mesure en millions d'années. Son point de départ est l'éclatement de la Pangée, le continent unique originel, qui a provoqué le fractionnement des masses continentales que nous connaissons aujourd'hui. Commence alors un cycle au cours duquel les terres émergées se désunissent, s'écartent

ou se rapprochent pour se regrouper à nouveau (comme cela s'est produit il y a un 1,5 milliard d'années puis il y a 750 millions d'années). L'introduction permet à chacun de comprendre le pourquoi de cette perpétuelle mobilité, en soulignant que, contrairement à Mars ou à Vénus, la Terre est une planète vivante qui évacue une partie de son énergie interne vers sa surface. Cette énergie est à l'origine de mouvements dits de convection, qui affectent le manteau terrestre. Ces mouvements en boucle engendrent le morcellement de la lithosphère (l'enveloppe externe de notre planète) en plaques et le déplacement de celles-ci. Ce processus de déformation de la croûte terrestre, baptisé tectonique des plaques, est une des principales clés d'explication des séismes et des phénomènes volcaniques. Cette aventure est divisée en dix séquences. Chacune est illustrée par une carte paléogéographique en projection de Mollweide (conservant le rapport des surfaces), qui présente le visage de la Terre à un moment choisi, et facilement situable sur une échelle chronologique. En vis-à-vis, un commentaire retrace les principaux évènements géologiques de la période et donne toutes les explications souhaitées. La onzième et dernière carte présente la géologie de la Terre aujourd'hui, mettant en évidence les âges de formation des roches. Cet ensemble est complété par un glossaire fort utile et un CD-ROM (facile à installer) qui reprend toutes les planches du livret et comporte une animation Powerpoint.



56



## L'ÉDUCATION POUR UNE CULTURE DE LA PAIX : LA PRISE EN COMPTE DU GENRE

Cet outil pédagogique sur une culture de la paix intègre la perspective du genre – « le sexe social » distinct du « sexe biologique ». La seconde partie porte sur les aspects pratiques et méthodologiques. Destiné en particulier aux enseignants du secondaire, ce livre peut également être utilisé avec profit pour les enseignants du niveau élémentaire et du secteur non formel pour les adultes.

Par Betty A. Reardon

178 p., 17 x 24 cm

18,29 €

Éditions UNESCO, 2003

Coll. La bibliothèque de l'enseignant



## CULTURE, COMMERCE ET MONDIALISATION

Vingt-cinq questions et réponses concernant le commerce des biens et des services culturels et le rôle des accords commerciaux multilatéraux sur le développement des industries culturelles nationales.

80 p., 13 x 20 cm,

5,80 €

Éditions UNESCO, Réimpression, 2003



## ŒUVRES COMPLÈTES DE JACQUES ROUMAIN

Écrivain haïtien, Jacques Roumain (1907–1944) fut aussi poète, homme politique et journaliste. Voici réunis tous ses écrits, dont *Gouverneurs de la pensée*, des inédits et sa correspondance. Édition critique coordonnée par Léon-François Hoffmann

Préface de René Depestre

1 750 p., 17 x 24,3 cm

50,00 €

Éditions UNESCO/ALLCA Siglo XX, 2003

Coll. Archivos

## DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE MONDIALE Quelles régulations pour le XXI<sup>e</sup> siècle ?

Une société mondiale est-elle en train de se forger ? Serait-elle porteuse de plus de démocratie ? Depuis le début des années 1990, la démocratie mondiale est le thème d'interventions de plus en plus énergiques menées par des acteurs de la société civile. Cet ouvrage aborde notamment la présence du politique sur l'économique, la synergie entre démocratie et gouvernance efficace et les relations entre institutions étatiques et internationales et organisations de la société civile – syndicats, ONG, associations, chercheurs, experts...

Sous la direction de Carlos Milani,

Carlos Arturi et Germán Solinis

304 p., 13,5 x 21,5 cm

23,00 €

Éditions UNESCO/Karthala, 2003



## TERRA Jeu de société Un jeu de cartes pour 3 à 6 joueurs.

Le but de ce jeu de cartes est de résoudre collectivement des crises écologiques, socio-économiques ou diplomatico-militaires délicates afin de maintenir la paix et les conditions d'un développement durable. Les joueurs sont donc amenés à collaborer tout en sauvegardant leurs intérêts personnels ! L'accumulation des crises conduit à une situation dans laquelle tout le monde est perdant...

Règle du jeu en français, anglais, espagnol, allemand et catalan.

19,95 €

Éditions UNESCO/Days of Wonder, 2003



57





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

7, place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP  
France

Tél. : +33 1 45 68 10 00

Internet :

[www.unesco.org](http://www.unesco.org)



58

## Centres de documentation

### Archives (BSS/AM)

☎ (33-1) 45 68 19 50/55  
Fax : (33-1) 45 68 56 17  
E-mail : [archives@unesco.org](mailto:archives@unesco.org)

### Zones côtières et petites îles

☎ (33-1) 45 68 39 34  
Fax : (33-1) 45 68 58 08  
E-mail : [c.nollet@unesco.org](mailto:c.nollet@unesco.org)

### Communication

☎ (33-1) 45 68 42 67  
Fax : (33-1) 45 68 55 82  
E-mail : [n.nguyen-van@unesco.org](mailto:n.nguyen-van@unesco.org)

### Culture

☎ (33-1) 45 68 43 43  
Fax : (33-1) 45 68 55 74  
E-mail : [culture.doc@unesco.org](mailto:culture.doc@unesco.org)

### Éducation

☎ (33-1) 45 68 10 29  
Fax : (33-1) 45 68 56 24  
E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org)

### Information et informatique

☎ (33-1) 45 68 43 99  
Fax : (33-1) 45 68 55 82  
E-mail : [g.mensah@unesco.org](mailto:g.mensah@unesco.org)

### Information sur l'UNESCO

☎ (33-1) 45 68 16 81  
Fax : (33-1) 45 68 56 57  
E-mail : [p.morel-vasquez@unesco.org](mailto:p.morel-vasquez@unesco.org)

### Bibliothèque

☎ (33-1) 45 68 03 56  
Fax : (33-1) 45 68 56 98  
E-mail : [library@unesco.org](mailto:library@unesco.org)

### MAB – L'homme et la biosphère

☎ (33-1) 45 68 40 59  
Fax : (33-1) 45 68 58 04  
E-mail : [mab@unesco.org](mailto:mab@unesco.org)

### Sciences naturelles

☎ (33-1) 45 68 40 17  
Fax : (33-1) 45 68 58 23  
E-mail : [p.murugaiyan@unesco.org](mailto:p.murugaiyan@unesco.org)

### Océanographie

☎ (33-1) 45 68 39 82  
Fax : (33-1) 45 68 58 12  
E-mail : [p.boned@unesco.org](mailto:p.boned@unesco.org)

### Photothèque

☎ (33-1) 45 68 16 91  
Fax : (33-1) 45 68 56 55  
E-mail : [photobank@unesco.org](mailto:photobank@unesco.org)

### Studio Radio-TV, Archives audiovisuelles

☎ (33-1) 45 68 00 68  
Fax : (33-1) 45 68 56 56  
E-mail : [studio@unesco.org](mailto:studio@unesco.org)

### Sciences sociales et humaines

☎ (33-1) 45 68 39 06, 45 68 38 07  
Fax : (33-1) 45 68 56 77  
E-mail : [dare@unesco.org](mailto:dare@unesco.org)

### Statistiques

☎ (1-514) 343 68 80  
Fax : (1-514) 343 68 82  
E-mail : [uis.resource-centre@unesco.org](mailto:uis.resource-centre@unesco.org)

### Sciences de l'eau

☎ (33-1) 45 68 40 04  
Fax : (33-1) 45 68 58 11  
E-mail : [ihp@unesco.org](mailto:ihp@unesco.org)

### Patrimoine mondial

☎ (33-1) 45 68 16 76  
Fax : (33-1) 45 68 55 70  
E-mail : [wh-info@unesco.org](mailto:wh-info@unesco.org)

### Coordination jeunesse

☎ (33-1) 45 68 16 54  
Fax : (33-1) 45 68 57 90  
E-mail : [ucj@unesco.org](mailto:ucj@unesco.org)

## Bureaux de l'UNESCO

### Afghanistan

UNESCO Kabul  
P.O. Box 5, Kabul  
☎ +93-70-283.008  
Fax : +873-763 468 836,  
E-mail : [martin.hadlow@undp.org](mailto:martin.hadlow@undp.org)

### Bangladesh

Idb Bhaban (16th floor)  
E/8-A Rokeya Sharan  
Sher-e-Banglanagar, Dacca  
☎ (880-2) 912 34 69/6522  
Fax: (880-2) 912 34 68  
E-mail: [dhaka@unesco.org](mailto:dhaka@unesco.org)

### Bolivie

Edificio del B.B.A.,  
Piso 10  
Avenue Camacho N° 1413,  
La Paz  
☎ (591-2) 220 40 09  
Fax: (591-2) 220 40 29  
E-mail: [la-paz@unesco.org](mailto:la-paz@unesco.org)

### Bosnie-Herzégovine

Titova 48, Sarajevo  
☎ (387) 33 22 27 92/93/94/96  
Fax: (387) 33 22 27 95  
E-mail: [sarajevo@unesco.org](mailto:sarajevo@unesco.org)

### Brésil

SAS Quadra 5 Bloco H Lote 6  
Edificio CNPQ/IBICT/UNESCO  
9° andar, 70070-914 Brasília D.F.  
☎ (55-61) 21 06 35 00  
Fax (55-61) 322 42 61  
E-mail: [brasil@unesco.org](mailto:brasil@unesco.org)

### Burundi

Avenue du Luxembourg,  
Bujumbura  
☎ (257) 21 53 82/84  
Fax: (257) 21 53 83  
E-mail: [bujumbura@unesco.org](mailto:bujumbura@unesco.org)

### Cambodge

P.O. BOX 29  
House 38, Samdech Sotheasouk  
blvd, Phnom Penh  
☎ (855-23) 217 244, 426 726  
Fax: (855-23) 426 163, 217 022  
E-mail:  
[phnompenh@unesco.org](mailto:phnompenh@unesco.org)

### Cameroun

Immeuble Stamatiades, (2<sup>e</sup> étage),  
Avenue de l'Indépendance,  
BP 12909, Yaoundé  
☎ (237) 22 257 63  
Fax: (237) 22 263 89  
E-mail: [yaounde@unesco.org](mailto:yaounde@unesco.org)

### Chili

Calle Enrique Delpiano, 2058  
Providencia, 3187 Santiago  
☎ (56-2) 655 10 50/472 46 00  
Fax: (56 2) 655 10 46, 655 10 47  
E-mail: [santiago@unesco.org](mailto:santiago@unesco.org)

### Chine

Waijiao Gongyu 5-15-3,  
Jianguomenwai Compound,  
Beijing 100600  
☎ (86-10) 65 32 28 28  
Fax: (86-10) 65 32 48 54  
E-mail: [beijing@unesco.org](mailto:beijing@unesco.org)

### Congo

134 bd du Maréchal Lyautey,  
Brazzaville  
☎ (242) 81 18 29  
Fax: (242) 81 17 80  
E-mail: [brazzaville@unesco.org](mailto:brazzaville@unesco.org)

### Costa Rica

Paseo Colon, ave 1 bis, calle 28,  
casa esquinera, 2810 San José  
☎ (506) 258 76 25  
Fax: (506) 258 74 58, 258 76 41  
E-mail: [san-jose@unesco.org](mailto:san-jose@unesco.org)

### Cuba

Bureau régional de l'UNESCO  
pour la culture  
Calzada 551 – Esq. a D  
Vedado, La Havane  
☎ (53-7) 832 76 38, 33 34 38  
Fax: (53-7) 33 31 44  
E-mail: [habana@unesco.org](mailto:habana@unesco.org)

### Égypte

Bureau régional de l'UNESCO  
pour la science  
8 Abdel-Rahman  
Fahmy Street, Garden City,  
Le Caire 11541  
☎ (202) 79 50424  
Fax: (202) 79 45 296  
E-mail: [cairo@unesco.org](mailto:cairo@unesco.org)

### Équateur

Juan Leon Mera 130 y Ave.  
Patria, Edificio CFN 6to Piso,  
Quito  
☎ 2 5932 2529 085/2 5932 2562 327  
Fax: 2 5932 2504 435  
E-mail: [quito@unesco.org](mailto:quito@unesco.org)

### États-Unis d'Amérique

2, United Nations Plaza,  
Suite 900  
New York, N.Y. 10017  
☎ (1-212) 963 59 95,  
963 59 78  
Fax: (1-212) 963 80 14  
E-mail: [newyork@unesco.org](mailto:newyork@unesco.org)

### Éthiopie

ECA Building, Menelik Avenue,  
Addis Ababa  
☎ (251-1) 51 39 53  
Fax: (251-1) 51 14 14

### Fédération de Russie

Bolshoi Levshinsky per. 15/28,  
blg. 2, 119034 Moscou  
☎ (7-095) 202 80 97/202 87 59/  
202 81 66  
Fax: (7-095) 202 05 68/956 36 66  
E-mail: [moscow@unesco.org](mailto:moscow@unesco.org)

### Gabon

A la Cité de la Démocratie,  
Bâtiment N° 6, B.P. 2, Libreville  
☎ (241) 76 28 79  
Fax: (241) 76 28 14  
E-mail: [unesclbv@inet.ga](mailto:unesclbv@inet.ga)

### Ghana

32 Nortei Ababio Street, Airport,  
Residential Area, Accra  
☎ (233-21) 765 497, 765 499  
Fax: (233-21) 21 765 498  
E-mail: [accra@unesco.org](mailto:accra@unesco.org)

### Guatemala

Edificio Etisa, Ofic. 7 "A"  
Plaza España, Zona 9,  
Guatemala City  
☎ (502) 360 87 17,  
360 87 27  
Fax: (502) 360 87 19  
E-mail: [guatemala@unesco.org](mailto:guatemala@unesco.org)

### Haïti

19, Delmas 60, Musseau par  
Bourdon, Petion Ville  
☎ (509) 511 04 60/61/62  
Fax: (509) 257 8158  
E-mail: [unescohaiti@hainet.net](mailto:unescohaiti@hainet.net)

**Inde**

B 5/29 Safdarjung Enclave,  
New Delhi 110 029  
☎ (91-11) 671 30 00  
Fax: (91-11) 671 30 01/2  
E-mail:  
newdelhi@unesco.org

**Indonésie**

UNESCO House, Jalan  
Galuh (III)  
N° 5, Kebayo Baru,  
Jakarta Selatan, Jakarta  
12110  
☎ (62-21) 739 9818  
Fax: (62-21) 7279 6489  
jakarta@unesco.org

**Iran (République islamique d')**

Bahman Building, Sa'ad  
Abad Palace Complex  
Tehran  
☎ (98-21) 27 40  
141/142/143  
Fax: (98-21) 27 40 144  
E-mail: tehran@unesco.org

**Jordanie**

Wadi Saqra Street  
Amman 11181  
☎ (962-6) 551 42 34/65 59  
Fax: (962-6) 553 21 83  
E-mail: registry@unesco.org

**Kazakhstan**

4th Floor, UN Building  
67, Tole Bi Street, Almaty  
☎ (7-3272) 58 26 37/38  
Fax: (7-3272) 79 48 53  
E-mail: almaty@unesco.org

**Kenya**

United Nations Offices,  
Gigiri, Block C, United  
Nations Avenue, Gigiri  
Nairobi  
☎ (254-2) 62 12 34  
Fax: (254-2) 62 27 50  
E-mail: nairobi@unesco.org

**Mexique**

Pte Masaryk n.° 526, 3er  
piso  
Colonia Polanco, 11560  
Mexico, D.F.  
☎ (52-55) 5230 76 00  
Fax: (52-55) 5230 76 02  
E-mail: mexico@unesco.org

**Mozambique**

515, av. Frederick Engels,  
Maputo  
☎ (258-1) 49 44 50, 49 34 34  
Fax: (258-1) 49 34 31, 49  
45 03  
E-mail: maputo@unesco.org

**Namibie**

Oppenheimer House,  
5 Brahm's St., Windhoek  
☎ (264-61) 291 7000,  
Fax: (264-61) 291 7220  
E-mail:  
windhoek@unesco.org

**Ouzbékistan**

95, Amir Temur Str.,  
Tashkent  
☎ (998-71) 12 07 116  
Fax: (998-71) 13 21 382  
E-mail: tashkent@unesco.org

**Pakistan**

Saudi-Pak Tower, First Floor,  
Blue Area, Jinnah Avenue,  
Islamabad 44000  
☎ (92-51) 28 000 83  
Fax: (92-51) 28 000 56  
E-mail:  
islamabad@unesco.org

**Palestine (Autorité)**

17, Ahliyyah College  
St. West Bank via Israel  
Ramallah  
☎ (972-2) 295 9740  
Fax: (972-2) 295 97 41  
E-mail: unesco@palnet.com

**Pérou**

Avenida Javier Prado Este  
2465 - 8 piso, Museo de la  
Nacion, San Borja, Lima  
☎ (51-1) 476 98 71, 224 25 26  
Fax: (51-1) 476 98 72  
E-mail: unescape@amauta.  
rch.net.pe

**Qatar**

57, Al-Jazira Al-Arabia St.  
Doha  
☎ (974) 486 77 07/ 77 08/  
75 49  
Fax: (974) 486 76 44  
E-mail: doha@unesco.org

**République démocratique  
du Congo**

Immeuble Losonia, Bd du  
30 Juin, P.O. Box 7248,  
Kinshasa  
☎ (243) 88 48 253  
Fax: (243) 88 48 252  
E-mail: kinshasa@unesco.org

**Roumanie**

Centre européen  
de l'UNESCO pour  
l'enseignement supérieur  
39, Stirbei Vodà Str., Bucarest  
☎ (40-21) 313 08 39 / 06 98  
Fax: (40-21) 312 35 67  
E-mail: bucarest@unesco.org

**Rwanda**

Mineduc Compound  
☎ (250) 51 58 45/ 44/ 46  
Fax: (250) 51 38 44  
E-mail: kigali@unesco.org

**Samoa**

P.O. Box 615  
Matautu-uta Post Office, Apia  
☎ (685) 242 76  
Fax: (685) 222 53  
E-mail: apia@unesco.org

**Sénégal**

Bureau régional de  
l'UNESCO pour l'éducation  
12 av. L. S. Senghor,  
Dakar  
☎ (221) 849 2323  
Fax: (221) 823 83 93  
E-mail: dakar@unesco.org

**Suisse**

Villa « Les Feuillantines »  
CH-1211 Genève 10  
☎ (41-22) 917 33 81  
Fax: (41-22) 917 00 64  
E-mail: geneva@unesco.org

**Tanzanie (République unie de)**

Oyster Bay, Uganda Av.,  
Plot N° 197A, Dar-es-Salaam  
☎ (255-22) 2666 623/26  
671 656  
Fax: (255-22) 26 66 927  
E-mail:  
dar-es-salaam@unesco.org

**Thaïlande**

920 Suhumvit Rd.,  
Bangkok 10110  
☎ (662) 391 05 77/391 0879  
Fax: (662) 391 08 66  
E-mail: bangkok@unesco.org

**Uruguay**

Bureau régional de  
l'UNESCO pour la science  
Edificio del Mercosur  
(ex Parque Hotel),  
Calle Dr. Luis Piera,  
1992  
Montevideo  
☎ (598-2) 413 2075/413 2094  
Fax: (598-2) 413 2094,  
E-mail:  
orcyt@unesco.org.ury

**Viet Nam**

23 Cao Ba Quat, Hanoi  
☎ (84-4) 747 0275/6  
Fax: (84-4) 747 0274  
E-mail: registry@unesco.org

**Zimbabwe**

8 Kenilworth Rd. Newlands,  
Harare  
☎ (263-4) 77 61 16  
Fax: (263-4) 77 60 55  
E-mail: harare@unesco.org



59



© UNESCO/Niamh Burke

**Italie**

Palazzo Zorzi, Castello 4930  
Venice  
☎ (39-041) 260 15 11  
switchboard  
Fax: (39-041) 528 99 95  
E-mail: roste@unesco.org

**Jamaïque**

The Towers, 25 Dominica  
Drive, 3rd Floor, Kingston 5  
☎ (1-876) 929 70 87,  
929 70 89  
Fax: (1-876) 929 84 68  
E-mail: kingston@unesco.org

**Liban**

Cité Sportive Av., Beyrouth  
☎ (961-1) 85 00 13  
Fax: (961-1) 82 48 54  
E-mail: beirut@unesco.org

**Mali**

Badalabougou Est  
B.P. E 1763, Bamako  
☎ (223) 223 34 92, 223 34 93  
Fax: (223) 223 34 94  
E-mail: bamako@unesco.org

**Maroc**

35 av du 16 novembre,  
Agdal, Rabat 1777  
☎ (212-37) 67 03 72,  
67 03 74, 77 81 82  
Fax: (212-37) 67 03 75  
E-mail: rabat@unesco.org

**Népal**

Ring Road-Bansbari  
Katmandou  
☎ (977-1) 437 40 09,  
Fax: (977-1) 437 30 04  
E-mail:  
kathmandu@unesco.org

**Nigéria**

Street Plot 777,  
Bouake Street, off Herbert  
Maccaulay Way  
Wuse Zone 6, Abuja  
☎ (234-9) 52 37 088  
Fax: (234-9) 52 38 094  
E-mail: abuja@unesco.org





© UNESCO/Michel Ravassard

***L'Homme qui marche***  
**Alberto Giacometti**

Cette sculpture de 1949, exposée sur la piazza devant l'entrée d'honneur, est entrée dans les collections de l'UNESCO en 1965. Hauteur : 1,83 m.

Artiste suisse, Giacometti (1901-1966) crée après la guerre ses fameuses silhouettes longilignes et décharnées, dont l'humanité est, comme la matière, réduite au minimum mais aussi à l'essentiel.